

tribune internationale

N° 3 - Avril 1982

LA VÉRITÉ

Prix : 10 F

Amérique centrale

Ce numéro de *Tribune internationale-La Vérité* paraît quelques jours avant la date prévue pour les « élections » salvadoriennes.

D'ores et déjà l'« opération élections » par laquelle l'impérialisme américain entendait donner une façade de légitimité à la junte, les élections truquées au Guatemala et leurs résultats manifestent les éléments de décomposition des dictatures de l'Amérique centrale. L'une des fractions d'extrême-droite, appuyée sur une partie de l'armée a réalisé un coup d'état pour chasser le « vainqueur », le général Guevara.

Au Salvador, la junte menacée de dislocation parle de repousser la date des élections... Au cœur de cette crise irréversible, le combat révolutionnaire des masses exploitées et opprimées que l'impérialisme et ses complices n'ont pu écraser. (Lire pages 12 et 13).

Brésil

Le V^e Congrès de l'Organisation socialiste internationaliste (section brésilienne de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ») vient d'avoir lieu. Au centre de ce congrès qui se tenait après la décision de la Convention du Parti des travailleurs de Sao Paulo de présenter Lula comme candidat au poste de gouverneur, la question des mots d'ordre et des perspectives pour la mobilisation des masses qui veulent en finir avec la dictature. Par rapport à cet objectif, quelle est la place des élections organisées par la dictature ? Quelle est la place du Parti des travailleurs ? (Lire pages 10 et 11).

Tchécoslovaquie

En Tchécoslovaquie, occupée depuis 14 ans par les armées du Pacte de Varsovie, la répression s'accroît contre les opposants. Face aux procès de type stalinien fabriqués par la bureaucratie, préparation d'un contre-procès qui fera éclater la vérité. (Lire page 4).

A partir d'une analyse du livre de Z. Mlynár, ancien dirigeant du Parti communiste tchécoslovaque, le camarade Pierre Broué revient sur certains des problèmes et des enseignements de ce que l'on a appelé le « printemps de Prague ». (Lire page 5).

Sénégal

Au moment où le processus de légalisation de l'organisation trotskyste entrait dans sa phase finale, intimidation, pressions policières et menaces de répression ont commencé. Pourquoi ? (Lire page 16).

La révolution politique en URSS et en Europe de l'Est

Seconde partie de la contribution du camarade Stéphane Just pour la Conférence mondiale. (Lire notre supplément).

POLOGNE: TROIS MOIS D'ETAT DE SIEGE, TROIS MOIS DE RESISTANCE

LEVEE DE L'ETAT DE SIEGE ! LIBERATION DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !



A Katowice, après la proclamation de l'état de siège, les mineurs et les jeunes affrontent la milice.



Déclaration du Secrétariat international provisoire de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) »

Le Secrétariat international provisoire de IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) communique la déclaration de la délégation extérieure provisoire du PSPP (Parti socialiste polonais du travail).

Le Secrétariat international demande à toutes les sections affiliées d'organiser immédiatement la plus large campagne de mobilisation dans tous les pays. Trois mois après l'état de guerre, la classe ouvrière polonaise, sa jeunesse, la paysannerie ont infligé à la bureaucratie du POUP et, au-delà, au Kremlin, une cinglante défaite politique. Il n'y a pas de normalisation en Pologne. Tout indique que les travailleurs qui ont construit *Solidarité ouvrière*, les paysans qui ont bâti *Solidarité rurale*, les étudiants qui se sont organisés dans le NZS, 10 millions de travailleurs, paysans et étudiants mettent en échec la bureaucratie stalinienne.

La révolution politique, loin d'être écrasée, reste en Pologne, à l'ordre du jour. Les masses laborieuses et la jeunesse, contre le monopole du pouvoir du POUP, continuent le combat pour le droit de s'organiser librement dans des syndicats indépendants de l'Etat et des partis, le droit de s'organiser pour la défense de la propriété sociale dans les partis de leur choix.

Toutes les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » organiseront immédiatement, contre la répression, pour la libération de tous les détenus, les actions unitaires les plus larges.



La manifestation du PCI à l'ambassade de Pologne à Paris, le 19 mars.

POLOGNE, TROIS MOIS APRES LA PROCLAMATION DE L'ETAT DE SIEGE :

La bureaucratie n'a pu gagner sa guerre contre le peuple polonais

Le 1^{er} mars, Leonid Brejnev déclare qu'il approuve en Pologne « le développement d'une démocratie véritable dans le cadre du socialisme ». Le 4 mars, selon la procédure d'exception décrétée par le général Jaruzelski, le tribunal militaire de Poméranie condamne, pour avoir organisé et dirigé une grève dans le chantier naval Adolf Warski, Mieczyslaw Ustasiak, vice-président de *Solidarité* de Szczecin, à quatre ans de prison, Andrzej Milczanowski, membre du comité de grève des chantiers à 5 ans de prison, Tadeusz Lichota, président de *Solidarité* dans un des ateliers à trois ans et demi de prison, Stephan Niewiadomski, Witold Karolewski et Ryszard Drewniak, tous membres de *Solidarité*, à un an et demi de prison. Les militants sont également accusés d'avoir lancé le 14 décembre un appel à toutes les entreprises militarisées de la région, à proclamer une grève générale illimitée.

Les faits démontrent ainsi, derrière la parure de mensonges et d'hypocrisie coutumiers de la bureaucratie stalinienne, ce que Brejnev et Jaruzelski entendent par « sortir le pays de la crise douloureuse qui n'a que trop duré ».

DEPUIS plus de trois mois, le POUP, sur ordre du Kremlin, conduit la guerre contre le peuple de Pologne. Il y a cependant loin de la coupe aux lèvres. Depuis plus de trois mois, le POUP, revêtu pour la circonstance de l'uniforme du WRON (1), n'est parvenu à réaliser aucun pas significatif dans la voie de la normalisation.

Après avoir échoué dans la tentative de rallier à sa cause des mili-

tants de *Solidarité*, Jaruzelski voudrait aujourd'hui obtenir d'eux qu'ils demandent leur exil. Avec tout le cynisme dont Staline faisait montre pour fabriquer ses sinistres procès, Jaruzelski compte briser les militants et les amener, en révélant leur « connivence avec l'étranger », à préparer le dossier de leur propre condamnation. En plusieurs semaines, le ministère polonais de l'Intérieur avoue n'avoir obtenu au total

qu'une quinzaine de demandes d'émigration !

« Ce partenaire n'a jamais été et ne sera jamais honnête »

Le fait est significatif de la claire conscience acquise par tout un peuple de l'antagonisme irréductible qui existe entre la défense de ses droits légitimes et le régime de pouvoir discrédité de la bureaucratie et de ses méthodes de domination. Les quelques mots écrits par Lech Walesa au dos de son acte d'internelement, remis plus d'un mois après sa notification, résumant un sentiment général : « Ce partenaire n'a jamais été et ne sera jamais honnête. » C'est avec cette conscience que les travailleurs et la jeunesse en Pologne, organisant leur résistance révolutionnaire à l'état de guerre, déjouent toutes les manœuvres destinées à les soumettre.

Ainsi, pour se sortir de l'impasse dans laquelle elle s'enlise, la bureaucratie chercherait à « négocier ». De son côté, le primat de Pologne appelle « le gouvernement et tous les groupes sociaux à s'engager dans la voie de l'entente ». Le 27 février, Glemp déclare à Varso-

vie : « La Pologne est comparable à un autobus tombé dans le fossé. Il y a des gens qui sont blessés mais qui vivent encore. Il ne faut pas qu'ils se battent, ni qu'ils jouent des coudes, mais que chacun tende une main secourable à l'autre en cherchant comment surmonter cette catastrophe. » Le 10 mars, le pape insiste en qualifiant d'« indispensable une entente sociale en Pologne, spécialement dans le moment historique actuel ».

Comme base pour cette « négociation », le « Comité pour les affaires syndicales » nommé par le Conseil des ministres établit le 21 février que « le mouvement syndical en Pologne devra à l'avenir respecter strictement l'ordre légal, reconnaître au POUP son rôle de guide dans la société et son rôle dirigeant dans l'Etat, que le mouvement syndical renoué doit regrouper les travailleurs sur la stricte base des intérêts professionnels et non sur des bases régionales comme c'était le cas pour *Solidarité* ».

De quelles « négociations » s'agit-il en réalité ?

En 1971, après les promesses de Gierek aux ouvriers en grève de la côte Baltique, ceux-ci acceptèrent la réforme des syndicats existants par des élections libres, démocratiques et contrôlées par eux. Progressivement, ces syndicats redevinrent le calque exact de ceux qui existaient avant. En 1972, le congrès national des syndicats, avec la seule voix d'Edmund Baluka contre, entérinait la subordination des syndicats au parti.

Gierek reprenait à partir de là toute la politique d'affrontements avec la classe ouvrière menée par Gomulka avant lui, notamment sur la question de la hausse des prix. C'est pourquoi, dix ans plus tard, plus de dix millions de travailleurs édifiaient *Solidarité* indépendant au travers duquel ils dressent la défense de leurs revendications et de leurs droits contre la domination du parti unique, le POUP, sur la société. Dans les conditions de l'état de guerre, c'est dans *Solidarité* que les travailleurs et la jeunesse organisent leur résistance révolutionnaire.

En fait de « négociations » et sous couvert d'« entente sociale », il ne s'agit en réalité que de tenter de vaincre cette résistance en intégrant *Solidarité* « renoué » à l'appareil d'Etat bureaucratique, et de mettre en œuvre les mesures catastrophiques de hausse des prix et de chômage dont la gestion bureaucratique menace toute la société.

Wladislaw Frasnyniuk, président du comité régional de grève en Basse-Silésie, dont la tête est mise à prix à 250 000 zlotys par le WRON, déclare dans une interview à la rédaction du bulletin clandestin de *Solidarność*, Au jour le jour, paru à Wrocław en février : « Au mois de mars 1981 déjà, nous avons été les seuls en Pologne à publier une instruction de suivre en cas de proclamation de l'état de guerre, et nous l'avons reproduite au mois de décembre, légèrement modifiée. D'autre part, nous voulions agir en plein jour, et c'est ce qui nous a rendus vulnérables. »

Quelle naïveté ! J'appartenais moi-même aux « modérés » et je ne voulais rien faire qui puisse provoquer les autorités. Nous ne nous attendions absolument pas à tant de perfidie de la part de ceux qui faisaient semblant de négocier. En une nuit, le front d'entente nationale s'est transformé en « corneille » (WRON) (1) ».

C'est pour pouvoir procéder à des hausses aussi vertigineuses que

des militants ont été arrêtés et que les arrestations, souvent aveugles, se poursuivent. Les hausses de prix touchent la substance biologique de la nation, les arrestations, son esprit indépendant. »

Des milliers de licenciements

Il faut ajouter, aux hausses vertigineuses des prix des denrées alimentaires depuis le 1^{er} février, de l'ordre de 300 à 400 %, les dizaines de milliers de travailleurs licenciés depuis le 13 décembre. Ainsi, à Wrocław, les personnels des plus grandes entreprises ont été licenciés et on y a réembauché seulement 60 % à 70 % de leurs équipes en rétrogradant beaucoup de réembauchés (selon le bulletin d'information *Solidarność*, Nouvelles n° 14, région de Varsovie).

D'après *Informations Solidarność* n° 23, « dans l'industrie textile, les entreprises manquent de matières premières, malgré les informations de la propagande officielle sur d'énormes fournitures en provenance d'URSS. A Lodz, certaines usines ont dû fermer et plus de 1 000 personnes se sont retrouvées sans travail. »

Des lors, pour des millions d'ouvriers, de paysans et d'étudiants, peut-il y avoir des négociations sans que tous les emprisonnés soient libérés, sans que l'état de guerre soit levé et sans que soit reconnu à *Solidarité* son droit imprescriptible à exercer pleinement et librement ses activités ? Y a-t-il une entente possible « par-dessus les deux côtés des barbelés » ?

En posant ces revendications comme préalables à toute négociation, en développant de façon croissante les publications des bulletins *Solidarité*, en organisant la lutte contre la répression, par toutes les formes de grèves et de manifestations, le peuple polonais inflige ainsi un échec à la junte du général Jaruzelski.

Celui-ci ne peut alors agir qu'en conduisant toute la situation vers ce que la bureaucratie redoute le plus : un nouvel affrontement à une échelle supérieure entre toute la société d'une part et l'appareil de la bureaucratie isolé et discrédité de l'autre.

Répondre à l'appel de la délégation extérieure du PSPP

Il s'agit pour toutes les couches de la population laborieuse d'abolir les privilèges de la bureaucratie défendus par son monopole du pouvoir, de la reprise en main par les travailleurs de la gestion de leurs propres affaires, il s'agit pour eux de faire prévaloir leurs droits légitimes à la liberté, à la démocratie et au socialisme.

La bureaucratie en est elle-même très consciente. C'est pourquoi elle s'acharne tout particulièrement contre les militants qui, fondant leur combat sur la base des aspirations du peuple, ont commencé à constituer des partis politiques indépendants.

Il n'y a sans doute pas qu'une coïncidence entre la réouverture du procès des militants de la KPN (Confédération de la Pologne indépendante), les brutalités exercées contre les militants du Parti socialiste polonais du travail internés dans les camps de Wierzychowo, et la visite de Jaruzelski à Moscou à la fin du mois de février.

Les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », qui combattent pour la défense de la révolution politique en Pologne, apporteront toute leur aide et leur soutien pour la libération de tous les militants emprisonnés.

Une déclaration du PSPP (délégation provisoire à l'extérieur)

Les informations les plus graves nous sont parvenues quant à la situation des internés et emprisonnés depuis la proclamation de l'état de guerre, et en particulier sur la situation d'Edmund Baluka et de nos compagnons du Parti socialiste polonais du Travail (PSPP de son nom polonais) internés à Wierzychowo.

Nous portons à la connaissance du mouvement ouvrier et démocratique international que les militants du PSPP, dont Edmund Baluka, ont été durement frappés (passages à tabac et sévices divers). Plusieurs d'entre eux ont été transportés à l'hôpital.

Nous savons que le pouvoir discrédité du POUP, qui conduit la guerre contre son propre peuple, a osé demander à Edmund Baluka, membre fondateur de notre parti, de s'exiler.

Nous savons qu'Edmund Baluka, rentré au pays pour reprendre sa place parmi ses compagnons de combat et de travail, refuse cet odieux chantage qui n'avilit que ceux qui en sont les auteurs.

Nous portons à la connaissance de tous ceux qui, dans le monde entier, manifestent leur sympathie et leur soutien à notre juste cause que l'un des porte-parole de l'organisation du PSPP à Szczecin, Andrzej Lipski, a été condamné à trois ans de prison par le tribunal d'exception pour son engagement politique et pour avoir participé à la grève générale des 13 et 14 décembre décidée par le NSZZ *Solidarność*. La répression redouble, comme en témoigne le bulletin clandestin de Mazowsze (section de *Solidarność* de la région de Varsovie).

A Wierzychowo comme à Bialoleka et à Strzelce-Opolskie, les brutalités et sévices contre les internés se multiplient... A Wierzychowo et à Bialoleka, une grève de la faim a été engagée face aux violences exercées contre les détenus.

Partout dans les camps, des milliers et milliers de prisonniers politiques vivent dans des conditions d'hygiène déplorable, mal et insuffisamment nourris. Et pour la plupart d'entre eux, c'est leur vie qui est menacée. Les agents du SB (police politique) menacent de poursuites judiciaires, sous n'importe quel prétexte, les détenus qui refusent de s'exiler ou de signer des déclarations de « loyauté » aux autorités discréditées du POUP. Le chantage s'exerce également sur les familles et sur leur droit de visite.

Bien d'autres faits pourraient être ici rapportés, mais ce que nous venons d'exposer témoigne de l'hypocrisie des autorités qui ne montrent à la Croix rouge internationale que les quelques « camps modèles » qui ont pour seule fonction de duper l'opinion internationale.

A l'intérieur du pays, la répression se renforce. L'occupant, peu importe qu'il porte un uniforme aux couleurs nationales et parle le polonais, a déclaré la guerre à son propre peuple. Il ne parle qu'un seul langage, celui de la répression, de l'intimidation, des licenciements, de la prison et des procès, celui des mesures contre les travailleurs, de la suppression des congés, des samedis libres, celui de la hausse des prix (200 à 300 % en moyenne, décidée le 1^{er} février).

Assez des mensonges et des calomnies de la junte !

Au dos de son acte d'internelement, Walesa a écrit de sa propre main : « On a trompé l'opinion publique, aussi bien chez nous que dans le monde entier, en faisant croire que je n'étais pas interné. Il serait bon à cette occasion de marquer le manque de crédibilité du pouvoir. C'est ce que je vous demande de faire. Ce partenaire n'a jamais été et ne sera jamais honnête. C'est pourquoi : ne faisons aucun pas en arrière et ne permettons pas d'éliminer qui que ce soit, car telle est leur méthode. »

Nous savons maintenant où se trouvent de nombreux militants et dirigeants emprisonnés. Nous savons que certains doivent même être jugés, ou l'ont été.

Il faut tout faire pour les défendre tous !
C'est plus qu'un devoir : c'est l'existence même de notre syndicat *Solidarność* qui en dépend !

Travailleurs, nous devons tirer de son camp de Bialoleka le dirigeant du KOR Jacek Kuron. Nous devons arracher à son camp de Goldap l'ouvrière des chantiers de Gdansk Anna Walentynowicz, pionnière de *Solidarność*. Nous devons faire sortir de son camp de Wierzychowo l'ouvrier des chantiers de Szczecin Edmund Baluka, fondateur du PSPP, nous devons libérer tous les détenus politiques.

Tous les peuples ont un droit légitime à la liberté. Aujourd'hui, unie pour son droit à la liberté, la Pologne combat. Tous les travailleurs ont le droit légitime de se rassembler dans des organisations syndicales ou politiques indépendantes. Aujourd'hui, les travailleurs polonais luttent pour ce droit que nul ne peut leur dénier.

Aujourd'hui, à cause de leur engagement dans ce combat, des hommes et des femmes sont en prison par milliers. Qu'ils soient militants de *Solidarité ouvrière* ou rurale, étudiants du NZS ou éditeurs libres (NOWA). Qu'ils soient des militants de l'ex-KOR ou du KPN, du PPD ou du PSPP, ils paient ce combat du prix de leur liberté, et pour certains, comme les mineurs de Wujek ou les manifestants de Gdansk, de leur vie.

Travailleurs,

ils ont besoin de votre engagement aujourd'hui, et de votre soutien.
Liberté pour Walesa, Baluka, Kuron, Moczulski, Walentynowicz !
Liberté pour tous nos compagnons du PSPP !

Nous le disons : il n'y a pas de solution « d'entente » tant que dure l'état de guerre. Il n'y a pas de négociations possibles par-dessus les deux côtés des barbelés. Il n'y a pas de négociations possibles tant que tous les détenus ne sont pas libres !

Liberté pour tous !

Les principales règles de la résistance (ce texte est le document officiel de «Solidarność Malopolska»)

« L'état de guerre a mis les membres de *Solidarność* devant un choix dramatique : la résistance ou la capitulation ? Pour ceux qui choisissent la voie de l'opposition, et participeront au syndicat de résistance *Solidarność*, voici quelques conseils :

1.- En cas de grève ou autre forme de protestation : tu te trouves avec l'équipe en grève.

2.- Ne constitue pas publiquement des comités de grève. Défend les dirigeants et les organisateurs. La règle de base pendant la durée de l'action : toute l'équipe fait grève, il n'y a pas de dirigeants.

3.- Dans les contacts avec MO ou WP, tu n'es pas informé, naïf, tu ne sais rien, tu n'as rien entendu.

4.- Les membres de *Solidarność* doivent exister physiquement dans chaque lieu de travail ; il ne faut pas qu'ils se laissent démolir ni par une bavure irréflectible, ni moralement. L'attitude des membres de *Solidarność* doit être une preuve que nous ne nous sauvons pas, que nous sommes « avec vous ».

5.- Ne te défoule, pas sur tes proches. Ton ennemi c'est MO, le mouchard.

6.- Travaille lentement, plains-toi des incapacités, des concierges, du désordre.

7.- Ne devance pas les décisions des commissaires et des mouchards par une attitude servile. Ce sont eux qui doivent faire tout le sale boulot. Le fait de les accabler des divers petits problèmes causera le commencement d'éclatement du mécanisme militaro-policière.

8.- Conforme-toi aux règlements, même les plus idiots. Un ordre bête, c'est ton allié. En même temps, n'oublie pas d'aider en toutes circonstances ton collègue de l'équipe, ton voisin. Ne fais pas attention aux règlements.

9.- Si une punaise t'ordonne d'enfreindre les règlements internes contradictoires, exige une décision par écrit ; prolonge le jeu — le commissaire, tôt ou tard, voudra avoir la paix. Ce sera le commencement de la fin de la dictature.

10.- Prends le plus souvent possible des arrêts de maladie, des congés pour s'occuper des enfants.

11.- En société, boycotte le plus souvent possible les commissaires, les mouchards.

12.- Aide les familles des emprisonnés, des blessés, des assassinés.

13.- Organise les caisses d'aide sociale, amasse des fonds, participe activement à la propagande de bouche à oreille, transmets les informations (vérifiées) sur la situation dans le pays et sur les cas de résistance. Ecris les mots d'ordre sur les murs, colle les affiches et les tracts, diffuse la presse indépendante en respectant un nécessaire minimum de prudence.

14.- Dans l'activité organisationnelle, applique une règle de fer : je ne sais que ce que je dois savoir. Souviens-toi : aujourd'hui, il n'y a rien de plus important que le combat pour la libération des emprisonnés, la levée de l'état de guerre, la réintroduction des libertés des citoyens et du syndicat. »

Le syndicat de résistance de *Solidarność*

Elles placent au centre de leurs tâches l'engagement de répondre à l'appel de la délégation extérieure du PSPP : « Liberté pour tous ! Liberté pour Walesa, Baluka, Kuron, Moczuski, Walentynowicz ! Liberté pour tous nos compagnons du PSPP ! »

Forestier.

(1) WRON : Conseil militaire de salut national.

VERS UNE CRISE POLITIQUE MAJEURE EN ROUMANIE ?

Rationnement, grèves, répression

« Nous sommes arrivés à une consommation de calories par habitant qui dépasse celle de certains pays avancés... Donc notre consommation est bonne et, pour parler clair, cela se voit aussi dans les rangs de la population. Beaucoup se sont engraisés plus qu'il n'est nécessaire ! (...) Il faut empêcher une consommation qui rende malade la population. » Ainsi parle Nicolae Ceaucescu, « l'homme élu, fils de la terre et de la lumière, premier mineur de Roumanie, chef bien aimé... »

CES propos, rapportés par le journal du PCR (le parti de la bureaucratie roumaine) *Scintéa*, ont été prononcés par Ceaucescu début novembre 1981 à Braïla. Ils font suite à de nombreuses déclarations en ce sens par lesquelles, sous prétexte de « diététique », le « conducator » tente de justifier les sévères mesures de rationnement édictées en octobre et décembre 1981.

Les problèmes de ravitaillement ne sont certes pas récents. L'agriculture — dans un pays où les richesses agricoles sont considérables — est dans un état d'abandon total, produit de la gestion bureaucratique qui a conduit le pays à une situation catastrophique (l'endettement extérieur atteint environ 14 milliards de dollars). Une aggravation dans le domaine de l'approvisionnement s'est encore manifestée ces dernières années.

La réalité de la « révolution agricole »

Début 1981, Ceaucescu annonçait la mise en œuvre d'une « révolution agricole » qui devait se manifester par le passage d'une agriculture extensive à une agriculture intensive, basée sur des procédés scientifiques modernes, selon ses dires.

La récolte de l'automne 1981 devait révéler la nature de ces « procédés scientifiques ». Cette récolte ne peut se faire qu'au prix d'une mobilisation encore plus massive que d'habitude des élèves (de 10 à 18 ans) des écoles des villes et des villages, interrompant ainsi pendant un mois et demi le travail scolaire.

Des enfants de 10 ans charriant de gros paniers de pommes de terre par tous les temps, telle est pour les Roumains la réalité de la « révolution agricole ». Malgré tout, les objectifs ne seront pas atteints. C'est alors que N. Ceaucescu prend une série de décrets en octobre 1981.

Ces décrets limitent les possibilités d'achat des denrées alimentaires (les Roumains ne peuvent acheter pain, huile, viande, etc., ailleurs que dans leur commune ou leur quartier), répriment la détention d'aliments au-delà d'une norme de consommation définie par les « conseils populaires », créent des obligations de travail dans l'agriculture pour tous les habitants des communes rurales ainsi que l'obligation aux détenteurs de « lopins » de les mettre en culture sous peine de confiscation.

Enfin, les décrets dotent les « conseils populaires » des communes rurales de la responsabilité de la production agricole et du ravitaillement de la population selon le principe de l'« auto-approvisionnement territorial ». Les ouvriers qui habitent dans les communes rurales sont donc contraints désormais à une triple journée de travail (à l'usine, à la ferme collective, sur le lopin individuel), sans que puisse leur être garanti un approvisionnement décent !...

Grèves et manifestations

Des le mois d'août 1981, des manifestations et des grèves ont éclaté en réponse à la situation de pénurie. Le 23 août, à Timisoara, la manifestation officielle à l'occasion de la fête nationale doit être dispersée, les manifestants criant « Ceaucescu, du pain », au lieu du slogan officiel « Ceaucescu PCR ».

Puis le 16 octobre, quelques jours après la promulgation du premier décret, une véritable révolte éclate dans les villages de la région minière de Motru (non loin de la vallée du Jiu où avait éclaté la grande grève des mineurs en 1977), contre l'interdiction d'acheter du pain dans les villes.

Entre le 16 et le 19 octobre 1981, les grèves s'étendent aux mines de Leurda, Lupoia et Horasti ; le 19, la grève gagne la centrale électrique de Rogojelu. Dans la petite ville de Motru, le siège du parti est occupé et les mineurs de la vallée du Jiu tentent de rejoindre leurs camarades de Motru en « affrétant » les camions des mines.

Ceaucescu qui se rend dans cette ville pour tenter de discuter avec les mineurs est accueilli à coups de pierres et doit repartir précipitamment, tandis que le ministre du Travail et secrétaire des « syndicats » Emil Bobu est séquestré. Début novembre, le secrétaire du parti d'Orsova est retrouvé poignardé, tandis qu'à Giurgiu, le premier secrétaire reçoit une sévère correction qui le conduit à l'hôpital.

A Braïla, les dockers refusent de charger du blé destiné à l'exportation, à Vaslui des milliers de manifestants se retrouvent sur la place centrale en réclamant du pain et ne se dispersent qu'après avoir obtenu satisfaction. Une marche de la faim de paysans sur Bucarest aurait enfin eu lieu fin novembre.

Une répression particulièrement violente

A la suite de cette explosion, la région de Motru a été interdite à tout visiteur étranger pour cause d'« épidémie de maladie porcine », de la même manière qu'en 1977 le département de la vallée du Jiu avait été déclaré « zone interdite ». Une rumeur circule à Bucarest faisant état de la mort « accidentelle » des cinq principaux animateurs de la grève de Motru.

La répression en Roumanie est particulièrement violente. Selon certaines sources, la bureaucratie avait ouvert un chantier pour la construction d'un canal reliant le Danube à la mer Noire, à travers le delta du fleuve — projet techniquement absurde — dans lequel seraient déportés les opposants dont beaucoup périraient noyés. Accidents du travail !...

La Securitate (police politique) quadrille le pays et la population. Ceux des fondateurs du SLOMR (syndicat libre des travailleurs de Roumanie, créé en 1979) qui ne sont pas exilés, emprisonnés ou morts, sont soumis, tels Cana et Braso-

Exiger la vérité sur le sort de Vasile Paraschiv



L'ouvrier roumain Vasile Paraschiv, pionnier de l'opposition ouvrière en Roumanie, est-il encore vivant ? La question mérite d'être posée. Disparu depuis près de trois ans, donné pour mort à la suite de l'envoi à sa femme, début juin 1980, d'une urne contenant prétendument ses cendres, Vasile Paraschiv avait participé à la constitution du SLOMR (syndicat libre des travailleurs de Roumanie) début 1979.

Depuis mars 1979, date à laquelle il avait informé ses correspondants français qu'il était menacé de mort « par accident de voiture », nul n'a obtenu de nouvelles. Un mystérieux coup de téléphone parvenu récemment à Paris et émanant semble-t-il de Paraschiv a conduit un journaliste français à se rendre le 12 février 1982 à Ploiesti pour tenter de le rencontrer.

Son agression par des agents de la « Securitate » devant le domicile de Paraschiv prouve en tout cas la volonté de Ceaucescu d'empêcher que la lumière soit faite sur le sort de celui qui incarne en Roumanie le combat pour la construction de syndicats libres et indépendants de la bureaucratie stalinienne.

Il est du devoir et de la responsabilité du mouvement ouvrier international d'exiger des autorités roumaines la vérité sur le sort de Vasile Paraschiv.

veanu, à une telle surveillance qu'il leur est impossible de reprendre la tâche de construction du syndicat, dont toute la situation appelle la nécessité.

Les informations qui parviennent de Roumanie témoignent cependant que des tentatives en ce sens sont en cours en ce moment (voir encadré). Les explosions spontanées et extrêmement violentes de ces dernières années, et plus particulièrement ces derniers mois, attestent du caractère explosif de toute la situation.

La maturation de la situation

A cela répond une aggravation de la répression et des purges dans l'appareil du parti. Ceaucescu vient récemment, après les émeutes de Motru et des environs, de liquider des cadres intermédiaires de la région, membres du comité central pour deux d'entre eux. Les attaques du « conducator » à la recherche de boucs émissaires s'étendent maintenant directement aux échelons supérieurs de la bureaucratie (1), provoquant en retour une exaspération grandissante dans les sommets de l'appareil, où de nombreuses défections ont eu lieu ces dernières années (membres du comité central, ambassadeurs, jusqu'au chef de la Securitate, Pacepa, qui a émigré).

Exaspération à laquelle répond celle d'une population dont les conditions de vie sont encore rendues plus difficiles après les récentes augmentations de prix atteignant 100 % pour les produits de première nécessité.

La conjugaison de ces deux facteurs ne peut conduire qu'à une explosion dont il est évidemment impossible de prévoir les rythmes et les formes. L'ouverture de la révolution polonaise et l'onde de choc qu'elle provoque dans toute l'Europe n'est évidemment pas étrangère à la maturation de la situation dans ce pays.

Nous analyserons plus en détail dans un prochain numéro de *Tribune internationale* la situation en Roumanie.

A. Langevin

(1) Outre la « politique des cadres » qui se manifeste en particulier par la mise en place récente d'un nouvel échelon de contrôle des dirigeants à tous les niveaux, les attaques de Ceaucescu contre les plus hauts dirigeants prennent parfois un tour cocasse. Ainsi, à plusieurs reprises à la télévision, pour appuyer son argumentation sur la suralimentation des Roumains, Ceaucescu a-t-il désigné les ventres rebondis des bureaucrates de haut niveau assis à ses côtés...

« Dès 1982, mettre sur pied une coordination nationale des syndicalistes »

Extraits d'une interview d'un ouvrier roumain de Cluj, membre du SLOMR, recueillie la veille du coup de force de Jaruzelski : « Nous avons dans notre lutte contre le régime Ceaucescu un handicap terrible : nous ne sommes pas organisés à l'échelon national. Aussi longtemps que nous ne serons pas en mesure d'organiser des mouvements de protestation dans tout le pays à la fois, aussi longtemps qu'intellectuels et étudiants n'auront pas rejoint les ouvriers dans leur lutte, nous ne menacerons pas le régime en place (...). »

Les difficultés de plus en plus grandes dans le domaine de l'approvisionnement, les conditions de travail très dures, l'absence de tout syndicat qui prenne en charge les intérêts des travailleurs peuvent favoriser des explosions de violence ; actuellement, le pouvoir a les moyens de réprimer dans le sang tout mouvement.

Nous travaillons à l'organisation d'un mouvement d'opposition syndical et national, mouvement qui aurait des liens avec les intellectuels et les groupes d'étudiants qui luttent aussi contre le régime (...).

Les événements de Pologne nous montrent que l'organisation du mouvement syndical est notre première tâche. Nous allons nous y atteler avec l'espoir d'arriver, dès 1982, à mettre sur pied une coordination nationale regroupant des syndicalistes. Le régime craint par-dessus tout l'organisation d'une opposition ouvrière (...). (Paru dans le *Journal de Genève* du 2 février 1982, sous le titre « Un vent glacial sur la Roumanie » (II), par Nicolas Henri).

TCHECOSLOVAQUIE : CONTRE LES PROCES TRUQUES EN PREPARATION

Faire éclater la vérité

Bien qu'il soit impossible d'évaluer le nombre exact de prisonniers politiques actuellement incarcérés en Tchécoslovaquie, il est par contre incontestable que depuis quelques mois la répression se durcit à l'encontre de catégories de plus en plus nombreuses de la population.

Cette répression passe par le harcèlement incessant de la police politique sous la forme de perquisitions, d'interrogatoires répétés, par la surveillance policière, par les filatures, la détention de courte durée (deux jours) sans aucune justification et par une augmentation sensible des brutalités physiques au cours d'« interrogatoires » de citoyens tchécoslovaques. Quant aux licenciements déguisés, on ne les compte plus...

Arrestations à Prague, pose de micros chez des émigrés tchécoslovaques vivant à Paris, provocations grossières montées de toutes pièces contre l'universitaire J. Derrida, menaces physiques contre Jiri Pelikan, une des principales personnalités du printemps de Prague, député du PS italien à l'Assemblée européenne, préparation de procès truqués, utilisation de faux, menaces et injures contre ceux qui défendent les libertés démocratiques en Tchécoslovaquie, telles sont quelques-unes des principales activités du gouvernement tchécoslovaque pour tenter de museler l'opposition à la bureaucratie.

C'EST en mai 1981 que quinze militants de l'opposition ont été inculpés pour « subversion de la République ». Sept d'entre eux sont en prison : Eva Kanturkova, écrivain, Karel Kyncl, journaliste, Jan Mlynarik, historien, Jan Ruml, ouvrier, Jiri Ruml, journaliste, Jirina Siklova, sociologue, et Milan Simiecka, philosophe, les huit autres étant en liberté provisoire.

Le prétexte à ces inculpations avait été l'arrestation en avril 1981 de deux jeunes Français, Gilles Thonon et Françoise Anis, accusés d'avoir voulu faire entrer clandestinement en Tchécoslovaquie « du matériel anti-étatique », et « une énorme quantité de devises étrangères destinées à rémunérer des activités subversives ».

Cette grossière provocation devait sur ce plan tourner court. A l'issue d'une vigoureuse campagne d'opinion pour la libération des deux jeunes Français et des combattants tchécoslovaques des droits de l'homme, qui devait aboutir à la libération des deux jeunes Français, les faits, la vérité éclataient au grand jour : 4 000 deutsch marks, de la littérature, des disques en guise de « matériel anti-étatique et d'une énorme quantité de devises étrangères ».

La « mission » du colonel Hodic

Peu de temps après, Hodic, colonel des services de renseignements tchécoslovaques infiltré dans les milieux de l'émigration autrichienne était rapatrié en Tchécoslo-

vaquie et rendait publiques ses « révélations » à grand renfort de publicité par la radio, la télévision et la presse tchécoslovaques.

Hodic le provocateur mentionnait en particulier « les fonds considérables dont disposait l'émigration pour acheter des armes et les passer clandestinement en Pologne pour la contre-révolution ».

Gigantesque mise en scène pour tenter de discréditer les combattants des droits de l'homme, pour faire croire à l'existence de liens entre la CIA d'une part, les ouvriers polonais, les opposants tchécoslovaques d'autre part. Telle était la mission du mouchard Hodic.

Le gouvernement tchécoslovaque cherche à anéantir tout mouvement d'opposition dans le pays qui est, rappelons-le, occupé depuis bientôt 14 ans par les troupes du pacte de Varsovie. C'est dans cette situation où le combat du peuple polonais marque de son empreinte tous les développements politiques, que le gouvernement tchécoslovaque prépare des procès truqués.

Déjà en juillet 1981, Rudolf Batek a été jugé et condamné pour « subversion contre la République » (article 98/1 et 98/2 du Code pénal) et pour « attaque contre un agent de la force publique » (article 221/1) à une peine de sept ans et demi de prison.

Il s'agit de la plus lourde peine infligée jusqu'à présent à un représentant de l'opposition en Tchécoslovaquie. Cette peine est de plus accompagnée de trois ans de mise à l'épreuve, mesure qui est utilisée

pour la première fois dans des procès politiques. Elle était réservée jusqu'à présent uniquement pour les condamnés de droit commun.

Le verdict a suscité de nombreuses protestations tant en Tchécoslovaquie qu'en Europe de l'Ouest et en France en particulier. Au cours du procès en appel en octobre 1981, qui s'est tenu à huis clos, le tribunal a diminué la peine à cinq ans et demi, tout en mentionnant une mise à l'épreuve de trois ans. Rudolf Batek est le huitième membre du VONS condamné injustement.

La préparation en France du « procès des procès », le combat pour la libération des militants tchécoslovaques emprisonnés

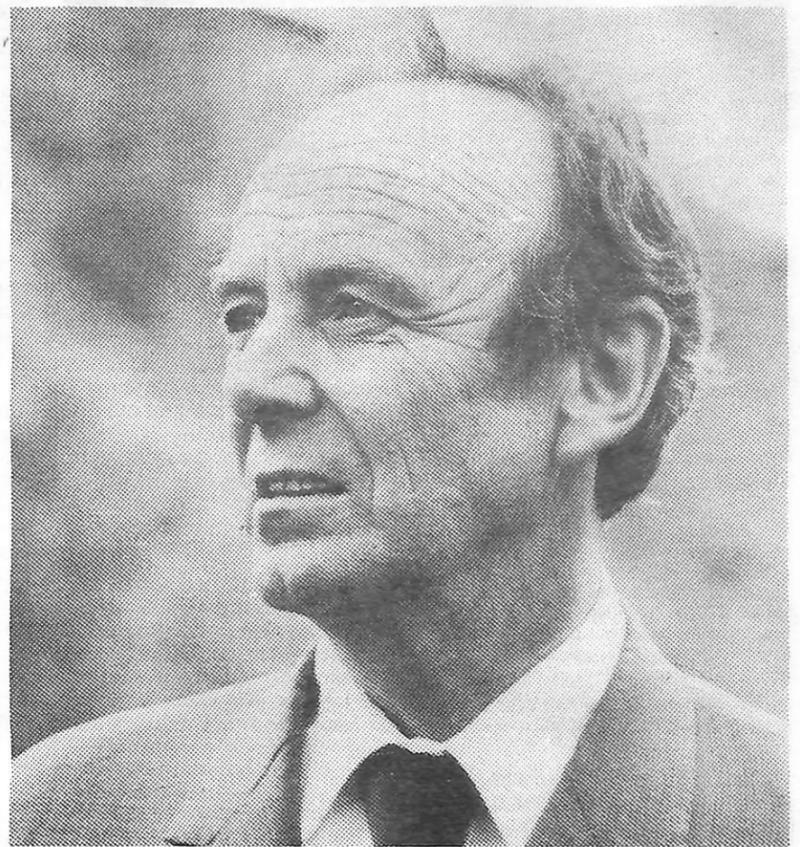
Jeudi 21 janvier 1982, une conférence de presse sur la répression en Tchécoslovaquie a réuni, à l'appel de Michel Broué et Artur London, les personnalités et organisations suivantes : Véronique Neiertz, représentant à la fois le groupe socialiste de l'Assemblée nationale et le Parti socialiste, les confédérations syndicales CGT-FO et CFDT, ainsi que la FEN et l'UNEF indépendante et démocratique.

Etaient également présents la Fédération internationale des droits de l'homme, la Ligue française des droits de l'homme, l'AIDA, le Comité des mathématiciens, le Comité pour la défense des libertés en Tchécoslovaquie, le Comité international contre la répression, le Comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste, le Comité entraide et action, le Comité international pour le soutien à la Charte 77 et le PEN Club.

Michel Broué et Artur London ont annoncé la constitution d'un jury et l'organisation d'un « procès des procès de Prague » dans l'éventualité de l'ouverture d'un procès contre les militants de l'opposition inculpés et emprisonnés en Tchécoslovaquie.

Après avoir expliqué la vaste provocation montée par les autorités tchécoslovaques, les participants à la conférence de presse devaient enfin dénoncer le refus opposé au vieux communiste Karel Kyncl (l'un des sept emprisonnés depuis le mois de mai) de lui prodiguer les soins dont il a besoin.

Journaliste à la radio tchécoslovaque, membre du PC tchécoslovaque du comité de ville de Prague,



Jiri Ruml, après avoir été inculpé en mai 1981 pour « subversion de la République », est toujours emprisonné.

DERNIERE MINUTE

Nous venons d'apprendre la mise en liberté provisoire de quatre des sept emprisonnés. Il s'agit de Eva Kanturkova, Jirina Siklova, Karel Kyncl et Jan Ruml. Plus que jamais, il faut exiger la libération immédiate de Jiri Ruml, Milan Simecka et Jan Mlynarik, de tous les détenus politiques et la levée de toutes les poursuites.

Karel Kyncl a été licencié en 1968 et arrêté en 1972. Libéré après deux ans de prison, signataire de la Charte 77, il est l'un de ceux sur lesquels s'acharne le plus la bureaucratie aujourd'hui. Alors qu'il a perdu plus de 20 kilos depuis son emprisonnement, on lui refuse son hospitalisation contre l'avis du médecin de la prison lui-même, et on vient de lui refuser sa mise en liberté pour raisons médicales. Motif : « Il risquerait d'influencer des témoins pour les prochains procès. »

Lors de cette même conférence de presse, Véronique Neiertz devait

déclarer pour sa part : « Nous sommes de la génération qui ne connaissait les procès que par les livres, aujourd'hui nous les vivons. »

Constitution d'une commission-jury

M. Broué et A. London ont rappelé l'engagement pris lors du meeting du 3 juin 1981 devant 3 000 personnes réunies pour la défense des emprisonnés tchécoslovaques, d'organiser le « procès des procès de Prague » en cas d'ouverture d'un nouveau procès truqué.

Dans cette éventualité, depuis quelques mois, cette campagne s'organise, se structure à l'instar de la commission Dewey (créée à l'initiative de Trotsky pour organiser les contre-procès de Moscou - voir *Tribune internationale* n° 2).

Une commission-jury composée de personnalités et représentants d'organisations syndicales s'est constituée et travaille en collaboration avec des juristes de renom. Jean-Denis Bredin, Daniel Jacoby, Emmanuel Leroy-Ladurie, André Lwoff, Pierre Mertens, le recteur Mallet, Paul Milliez, Etienne Piow, Laurent Schwartz, ainsi qu'à titre personnel Marc Blondel (secrétaire confédéral de la CGT-FO), Jean-Christophe Cambadélis (président de l'UNEF indépendante et démocratique), Jean-Louis Moynet (ancien secrétaire confédéral de la CGT), Guy Le Neouannic (secrétaire national de la FEN), Véronique Neiertz (député socialiste) ont déjà accepté de faire partie de ce jury.

Les organisateurs de la conférence de presse ont à nouveau exigé avec force la libération de tous les militants tchécoslovaques emprisonnés, ajoutant qu'en cas de procès contre les militants de l'opposition tchécoslovaque, le procès des procès aura lieu, et établira pièce par pièce, publiquement devant l'opinion mondiale, où sont les vrais faussaires et où sont les vrais coupables.

G. Bauvert

Une lettre de Jiri Hajek

Dans une lettre adressée au procureur de la République, le Dr Jiri Hajek, après avoir démontré le caractère fallacieux, mensonger et préfabriqué de l'accusation d'avoir « développé une activité subversive contre la République en liaison avec des agents étrangers », conclut en ces termes :

« Je parle naturellement seulement de mon cas, même si la lecture des dossiers inculquant d'autres citoyens réunis avec moi dans un groupe commun n'a pu me convaincre de ce que leur inculpation était moins précaire.

Dans la mesure où cette inculpation doit conduire à un nouveau procès de Prague dans la série des fameux et peu glorieux actes de répression contre les citoyens qui défendent la légalité socialiste dans le contexte des normes et des principes énoncés dans les points 1 à 3 de cette requête, ce ne sera qu'un acte injuste de plus qui, malgré la probable exclusion factive du public, en contradiction avec le paragraphe 199 du Code de procédure pénale, comme dans les procès précédents, viendra à la connaissance du grand public.

Il n'y a pas de doute qu'un tel procès avec jugement établi à l'avance ne contribue pas au renom et aux intérêts de la République. Cela, de même évidemment que le droit de se défendre contre une inculpation artificieuse et portant atteinte à mon honneur, me conduit à cette mise en garde.

Comme je ne me fais pas d'illusions sur l'efficacité de cette mise en garde auprès de ses destinataires, je l'envoie pour information aux lieux où, selon mon opinion, il sera décidé de façon plus méritoire de la suite de cette affaire. »



Jiri Hajek.

TCHECOSLOVAQUIE

De Prague à Moscou : la ronde des saisons ? (I)

Nous commençons, dans ce numéro de *Tribune internationale - La Vérité*, la publication d'une série d'articles de notre camarade Pierre Broué, à propos de l'ouvrage de Zdenek Mlynár, « *Le Froid vient de Moscou* ».

A l'occasion du dixième anniversaire du « printemps de Prague », l'ancien dirigeant du PC tchécoslovaque Zdenek Mlynár a publié un livre intitulé *Le Froid vient de Moscou*, dont la traduction française a été publiée chez Gallimard en 1981.

Né en 1930, professeur de droit et de sciences politiques, membre du PCT à seize ans, membre de l'Académie des sciences, du comité central en 1966, Mlynár a été l'un des dirigeants du PCT qui ont essayé de soutenir les intellectuels protestataires.

En 1967, il a été mis à la tête d'une équipe de recherche qui avait à déterminer les réformes politiques souhaitables pour accompagner la « réforme économique ». Dès février 1968, il se prononçait publiquement dans la presse du PCT en faveur de profondes réformes du système politique et d'une « démocratisation » de la vie publique.

bre 1969, garda une attitude de courage face aux normalisateurs et repoussa toutes les propositions de collaboration que lui firent les hommes de Husák.

Il fut exclu du PCT en 1970 et devint ensuite l'une des figures les plus importantes de l'opposition au régime de Husák, un des plus connus des signataires de la *Charte 77*. Il a émigré en 1977 et vit actuellement à Vienne. Il est en définitive l'un des rares hommes qui soit capable de reconstituer l'histoire récente de la Tchécoslovaquie telle qu'elle a été vécue dans les sphères du pouvoir, à travers des mécanismes de l'appareil du PCT et de l'Etat qu'il connaît bien.

Il est aussi l'une des figures les plus représentatives du « communisme réformiste » des années 1960, figure historique en quelque sorte de l'opposition actuelle.

Le livre de Mlynár est aussi passionnant que décevant. Passion-

sidérable et avait le sentiment de les avoir mérités par sa contribution dans la nécessaire tâche qui consistait à « démasquer » les « ennemis » dans les rangs du parti.

Fidélité à la « ligne » du parti, fidélité à l'Union soviétique et à ses dirigeants, lecture des ouvrages de Marx, Lénine et Staline, ce jeune homme doué est envoyé pour compléter ses études à Moscou même où il reste six ans.

Est-ce là, dans des discussions avec ses camarades soviétiques, que se dessinent les premières lézardes dans sa rigidité de jeune stalinien en train d'arriver par la voie la plus rapide aux charges les plus élevées ? En tout cas, il connaît ses premiers doutes.

En mars 1953, il est dans la rue, avec des millions de Russes, pour les obsèques de Staline : dans la foule, « on bavardait, on s'amusa, on plaisantait ».

Il témoigne : « *Durant les jours qui suivirent la mort de Staline, on ne peut pas dire que le chagrin ait écrasé les étudiants soviétiques et toute la population moscovite.* » Il considère les développements d'un

1956 : le rapport de Khrouchtchev au XX^e Congrès fit, dit Mlynár, « l'effet d'une bombe » chez les communistes tchécoslovaques, mais Novotný arrêta très vite, par des moyens efficaces, les premières tentatives de discussion.

En revanche, en 1956, les émeutes ouvrières de Poznan, les révélations sur les crimes des staliniens en Pologne et Hongrie, les combats de rue à Budapest et dans tous les centres industriels de Hongrie ont une autre portée : l'appareil de Novotný a peur. Mlynár témoigne :

« *Cette peur fut un facteur important qui permit à Novotný de museler le courant critique au sein du PCT.* » A-t-il eu peur lui-même, et de quoi ? Il répond à cette question : « *Je considérais comme très peu probable qu'une foule armée défilât dans les rues de Prague en cet instant historique se mit à hurler : "Tous les pouvoirs aux conseils des travailleurs !".* »

Plus tard, il est pourtant rasséréiné et le montre quand il écrit : « *Néanmoins, le calme et la paix continuèrent à régner dans les rues de Prague et des autres villes tchécoslovaques, la direction du parti retrouva sa confiance en soi et se rassura.* »

« Communiste réformiste »

De quoi les Novotný avaient-ils peur ? Qu'est-ce qui pouvait donc faire perdre « au parti », à la hiérarchie de secrétaires grassement payés, qu'ils soient staliniens nostalgiques ou fonctionnaires opportunistes, leur confiance en soi et leur assurance en l'avenir ?

Zdenek Mlynár, témoin honnête, ne dissimule pas qu'il a eu peur, en 1956, des « masses humaines prêtes à lyncher les communistes dans la rue », ni que cette foule serait inévitablement formée « de personnes qui avaient déposé des requêtes auprès des procureurs ou des tribunaux, des fonctionnaires du gouvernement et du parti, et auxquelles on n'avait cessé de répondre, pendant ces années, qu'il n'y avait "aucun motif de révision de la première décision" ».

En Tchécoslovaquie comme en Hongrie hier et comme en Pologne demain, les masses revendiquent la justice, la démocratie, le contrôle du pouvoir qui les opprime et qui leur est étranger.

Dans les dix années qui suivirent l'explosion de 1956, dans ce qu'il appelle la « décennie paisible », ce jeune et brillant apparatchik devient, dans le calme et peut-être à cause de lui, un « communiste réformiste », partisan de réformes sur lesquelles il est d'ailleurs chargé d'effectuer des recherches.

C'est ce qui va faire de lui un dirigeant du « printemps de Prague » et, par un phénomène qui n'est paradoxal qu'en apparence, un de ces « réformistes » que les masses humaines portèrent dans les rues sur leurs épaules et acclamèrent comme des libérateurs.

Lui au moins savait qu'il était seulement réformiste et surestimait pourtant la marge de manœuvre dont disposaient ses camarades entre la réforme et l'apparence de la réforme. Nous discuterons cette question dans le prochain numéro.



Août 1968 : les chars des troupes du pacte de Varsovie entrent à Prague.

Membre influent du *brain-trust* de Dubcek — ne dit-on pas qu'il était le rédacteur de ses discours —, il rédige nombre de documents officiels importants de l'époque du « printemps de Prague », et notamment la partie politique du programme d'action. En 1968, il échappa à l'arrestation après l'intervention des Russes et l'occupation de la Tchécoslovaquie, puis demanda et obtint l'autorisation de se rendre à Moscou pour y informer Dubcek de la situation réelle dans le pays.

Il participa aux « négociations » entre prisonniers tchécoslovaques et geôliers russes à Moscou. A son retour, il se prononça pour une politique qu'il qualifiait de « réaliste », afin, disait-il, de sauver les acquis du printemps de Prague. Rapidement désillusionné, il se fit mettre en congé au début de la « normalisation ».

Un témoignage précieux

Il avait démissionné du secrétariat du PCT en novembre 1968, qu'il exclu du comité central en septem-

nant, car il apporte un témoignage précieux, unique en son genre et sans doute d'une grande honnêteté. Décevant parce que le mouvement des masses tchécoslovaques a peut-être donné à certains dirigeants du PCT une stature qu'ils n'avaient pas en réalité et qu'il est saisissant de découvrir la routine des discussions rituelles et vides auxquelles se livraient à longueur de journée les héros du printemps de Prague, tandis que leurs concitoyens s'attachaient à changer la vie et à détruire l'appareil du pouvoir usurpé qui sabotait leurs revendications recon- nues comme étant légitimes...

Six ans à Moscou

Parvenu à l'âge d'homme sous le régime stalinien, Mlynár ne cherche pas à bluffer son lecteur : « *Jusqu'en février 1948, écrit-il, et même bien au-delà, nos conceptions du socialisme restèrent encore plus primitives et plus bornées que celles des générations plus anciennes de staliniens.* »

Il indique qu'il appartenait alors au « monde des privilégiés », qu'il jouissait d'avantages matériels con-

ceil qui commence à être sinon critique, du moins circonspect. Béria est exécuté. Tito, hier encore « *chien assoiffé de sang* » et « *agent de l'impérialisme* », redevient un « *cher camarade* ».

Le sommet du PC tchécoslovaque n'a pas changé : ce sont les mêmes qui, quelques semaines avant la mort de Staline, ont envoyé onze des leurs, innocents des crimes qu'on leur impute et qui avouent, à la potence. On exécute encore à Prague, un an après la mort de Staline.

« Staliniens nostalgiques et fonctionnaires opportunistes »

Lorsque Mlynár revient cependant en 1955, « *l'atmosphère de secte heureuse où vivaient les jeunes communistes convaincus était évanouie à jamais* ». Mlynár lui-même a le regard plus aigu : il voit bien que les secrétariats du parti sont désormais peuplés d'hommes qui n'ont en commun au premier abord que d'être grassement payés : il y a d'une part les « *staliniens nostalgiques* » et de l'autre les « *fonctionnaires opportunistes* »...

Libération immédiate de Uwe Trieschmann !

Il y a plus de dix semaines que Uwe Trieschmann, étudiant à Francfort, a été arrêté à Karl-Marxstadt, en République démocratique allemande. Par l'intermédiaire de l'avocat est-allemand Vogel, il a été rendu public il y a plus d'un mois qu'une inculpation était en voie de préparation au titre de l'article 99 qui fait partie de la réforme d'aggravation du Code pénal de 1979, et qui, de l'avis même des juristes de RDA, rend légal l'arbitraire bureaucratique.

Depuis plus de dix semaines que Uwe Trieschmann est incarcéré, ni la chancellerie ouest-allemande, ni la représentation permanente de la République fédérale allemande en RDA, ni la famille n'ont été informées des actes répréhensibles que Uwe Trieschmann aurait commis en RDA.

Sans avoir le droit de consulter un défenseur, c'est-à-dire en violation des droits démocratiques les plus élémentaires, Uwe Trieschmann est soumis aux interrogatoires et aux menées de la police politique en RDA.

Cet acte arbitraire des autorités de la RDA vise, selon un communiqué de M^e E. Kerting, avocat ouest-allemand, à faire peur aux jeunes qui se rendent en RDA et qui veulent prendre contact avec les citoyens de la RDA.

Par dizaines de milliers, des militants du SPD et des syndicats (DGB), des députés au Bundestag (Parlement de l'Allemagne de l'Ouest) et aux divers Landtag (assemblées régionales), des maires et conseillers municipaux, des militants et dirigeants syndicalistes, des députés du personnel de différents syndicats IGM (métallos), ÖTV (services publics), GEW (enseignants), de nombreuses instances du SPD et des syndicats, des militants de *Solidarność* et des représentants de l'opposition d'URSS et de Tchécoslovaquie, des personnalités publiques, des centaines de professeurs d'universités ont, en signant, par des télégrammes, des lettres et des résolutions, pris position pour la libération de Uwe Trieschmann.

Le Comité pour la défense et l'application des droits et libertés démocratiques dans toute l'Allemagne, à l'Est et à l'Ouest, appelle tous les syndicalistes, démocrates, à multiplier leurs efforts et les initiatives pour la libération immédiate de Uwe Trieschmann.

Le 16 mars 1982

FRANCE

Après les élections cantonales

Les 14 et 21 mars 1982 ont eu lieu en France des élections cantonales. Ces élections ont revêtu une importance particulière. Tout d'abord parce qu'elles intervenaient dix mois après les 10 mai, 14 et 21 juin où les masses laborieuses ont déferlé sur le terrain électoral pour battre Giscard et ont investi une majorité PS-PCF en France. Ensuite, parce que le gouvernement avait décidé une « réforme » sur la « décentralisation » offrant au président du conseil général du département des pouvoirs quasi-identiques (en particulier dans l'ordre des décisions financières) à ceux dont disposait traditionnellement le préfet (haut fonctionnaire nommé par les gouvernements de la V^e République). (1)

DANS le dernier numéro de *Tribune internationale*, nous avons abordé la vague de grèves qui a existé en France. Partout dans le pays, des mouvements de grève ont brusquement éclaté lorsque les patrons ont voulu profiter de l'ordonnance sur le temps de travail (39 heures) pour porter atteinte aux salaires et aux avantages acquis.

Non seulement les travailleurs ont infligé une défaite au grand capital et à ses partis (RPR et UDF) le 10 mai, mais ils ont démontré qu'ils ne pouvaient accepter les conséquences de mesures si manifestement contraires à leurs aspirations et à leurs besoins les plus élémentaires.

Or, dans cette situation, alors que les masses populaires du pays ont donné un mandat à cette majorité PS-PCF, celui de gouverner contre les capitalistes, le gouvernement de front populaire a laissé faire le Conseil constitutionnel (instance suprême des institutions de la V^e République) décidant que des milliards devaient être donnés aux capitalistes au titre des nationalisations.

Tandis que le ministre des Finances, Jacques Delors, socialiste récent, préconise l'austérité pour les ouvriers, les paysans, les jeunes, la situation de l'école laïque se dégrade au moment où des milliards de francs sont donnés à l'école confessionnelle privée. Et c'est un nouveau plan de restructuration dans la sidérurgie se traduisant par des licenciements ; et c'est la proposition d'une nouvelle réforme de la Sécurité sociale reprenant les plans du patronat français... Cette politique de concessions aux capitalistes et aux banquiers qui, eux, n'ont pas désarmé, laisse le pouvoir réel entre les mains de la bourgeoisie. Voilà qui explique le résultat des élections qui viennent de se dérouler, où le résultat du scrutin est net : le PS et le PC ont subi un échec.

L'analyse des chiffres

Les ouvriers, les jeunes, les paysans ont constaté depuis 10 mois

que le gouvernement n'a pas gouverné pour donner satisfaction à leurs légitimes aspirations. Cela se traduit au niveau de l'examen des chiffres électoraux.

L'une des principales données du scrutin consiste dans une très forte abstention dans l'électorat ouvrier traditionnel du PCF. Le nombre de suffrages PCF est exactement proportionnel à celui recueilli par Marchais le 26 avril 1981. Ce qui signifie que la fraction de l'électorat ouvrier qui a voulu assurer la défaite de Giscard en votant Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle s'est partagée pour ces élections cantonales. Une partie a de nouveau voté PS, une autre s'est abstenue.

L'abstention ouvrière est une manifestation de désaccord avec les conséquences de la politique du gouvernement, tournée vers des concessions systématiques au patronat, à la bourgeoisie. D'autre part, une fraction de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes avait fait mouvement à gauche pour défaire Giscard. Devant les conséquences d'une politique maintenant la domination du grand capital dans toute la vie économique et sociale, elle refait mouvement à droite ou se cantonne dans une abstention sceptique.

La position du PCI

Au lendemain du résultat du 2^e tour des élections cantonales, le PCI, dans son organe central, *Informations ouvrières*, a exprimé la position suivante : « Face aux menaces qui pèsent sur la classe ouvrière et la jeunesse — menaces traduites par le résultat des élections cantonales, menaces que les capitalistes vont chercher à concrétiser par une aggravation d'une offensive contre les conditions de vie et de travail, tandis que le RPR et l'UDF combattent pour déstabiliser à terme le gouvernement —, pour notre part, nous combattons pour un gouvernement PS-PCF sans représentants de la bourgeoisie. (...) »

Toute la situation se concentre dans ce dilemme : ou un gouvernement PS-PCF, reconnaissance de l'autorité de l'Assemblée nationale où siège une majorité PS-PCF, reconnaissance de la souveraineté complète et entière de l'Assemblée nationale, ou bien un gouvernement qui poursuivra dans la voie qu'il a suivie depuis mai-juin 1981, et c'est alors un gouvernement faible, déchiré de contradictions, impuissant à maîtriser le sabotage des capitalistes et des banques, impuissant à maîtriser les difficultés. »

Le PCI poursuit son combat en jetant toutes ses forces dans la bataille pour aider la classe ouvrière et la jeunesse à prendre elles-mêmes leurs affaires en main.

Aider les travailleurs à prendre leurs affaires en main

Le résultat des élections indique clairement la voie : il va falloir prendre en mains nos affaires. Seule l'initiative des masses peut en dernière analyse résoudre les difficiles problèmes de l'heure. A l'initiative du PCI, les travailleurs se groupent sous toutes les formes. Les métallos qui préparent une conférence de délégués pour le 17 avril déclarent : « Est-ce scandaleux de demander le maintien des avantages acquis ? La conclusion que nous tirons des résultats du premier tour est celle-ci : pourquoi faudrait-il accepter que l'on distribue des milliards aux capitalistes et que les nationalisations soient utilisées comme volant pour poursuivre une politique de restructuration et de licenciements ? » « Qu'on nous donne satisfaction ! », ont répondu les métallos d'une entreprise de la métallurgie, la SAT.

Les délégués des travailleurs de la fonction publique qui se réunissent en conférence le 25 avril disent : « Nous ne voulons pas que l'on touche au statut de la fonction publique. Décidez comme vous en avez le pouvoir, comme le veulent tous les fonctionnaires qui vous ont porté au gouvernement que le statut actuel sera non seulement maintenu, mais étendu dans son application à tous les fonctionnaires. »

C'est ce qu'ont exprimé par exemple des travailleurs contractuels du ministère du Travail, qui ont décidé de se regrouper pour préparer la conférence, en exigeant la titularisation : « Pourquoi faudrait-il accepter la dégradation de l'école publique alors que des milliards sont distribués à l'école privée confessionnelle ! Il n'est pas pensable de poursuivre dans cette voie, après le résultat des élections cantonales. » Les militants du PCI dans l'enseignement sont à l'avant-garde de la constitution de « groupes d'action laïque » pour aider les travailleurs à se rassembler le 9 mai 1982, pour l'abrogation immédiate des lois antilaïques.

Toutes ces initiatives signifient la volonté des groupes de travailleurs de discuter, d'élaborer eux-mêmes les propositions conformes à la nécessité d'aider à ce que se réalise l'unité du combat politique contre les capitalistes et les banquiers.

Au lendemain du résultat des élections cantonales, la lutte politique se dénouera sur le terrain même de la lutte des classes, car seule l'initiative des masses peut en dernier lieu résoudre les difficiles problèmes de l'heure.

H. Vigier

(1) La France est divisée en une centaine de départements. Chaque département est divisé en plusieurs cantons, subdivisions administratives qui comprennent à leur tour une ou plusieurs communes.

ESPAGNE : UNAN APRES LE PUTSCH DU 23

Un procès impossible

Le procès des putschistes du 23 février 1981 a commencé, à Madrid, le 19 février dernier. Il illustre de manière exemplaire la situation politique actuelle en Espagne : la crise du régime qui repose sur les principales institutions franquistes, en particulier la monarchie et l'état-major, apparaît au grand jour. Les déclarations des généraux impliqués dans la tentative de coup d'Etat expliquent que leur action n'était point une initiative « isolée » ou « individuelle », mais qu'elle avait été déclenchée avec l'appui du chef suprême de l'armée, le roi Juan Carlos lui-même.

C'EST ainsi que le général Milans del Bosch, commandant de la région militaire de Valence, qui avait fait investir la ville par ses chars le 23 février, affirme, ainsi que le rapporte le journal *El País* :

« Dans ses déclarations, Milans affirme que le général Armada lui avait raconté ses conversations avec le roi à Viella, dans lesquelles le monarque, selon Milans, avait dit à Armada qu'il était pour la formation d'un nouveau gouvernement comprenant des civils parce qu'il en avait assez de Suarez. Milans déclare aussi qu'Armada lui aurait dit que la reine voulait un gouvernement associant les militaires et que le roi lui avait dit qu'il était nécessaire de modifier la situation politique en Espagne. » (10 février 1982).

Oui, le roi était au courant de l'initiative de coup d'Etat. Ce sont les officiers supérieurs qui le disent. Oui, le roi voulait écraser le mouvement ouvrier organisé, ses partis et ses syndicats. Oui, le roi voulait en finir avec les droits démocratiques, même limités, que les masses et les peuples d'Espagne ont arrachés par leur combat contre la monarchie franquiste.

Tous les généraux déclarent aujourd'hui qu'ils agissaient par respect de la Constitution franquiste, « pour sauver la loi et l'ordre ». Ils affirment que telle aurait été la mission du « gouvernement monarchique » issu du coup d'Etat, avec le général Armada comme Premier ministre. C'est bien sûr avec cet objectif « légaliste » que le colonel Diego Ibañez Ingles, deuxième commandant de la région de Valence, a déclaré avoir rédigé le communiqué du 23 février en prenant comme modèle la déclaration du général Mola en juillet 1936 (*El País*, 16 mars 1982).

Le roi en question

Mais la crise de la monarchie franquiste et de ses institutions s'approfondit. A son corps défendant, le roi doit accepter que le « jugement » des généraux ait lieu, ce qui met à nu les contradictions des différentes cliques de la bourgeoisie, aiguissant les rivalités entre elles au sein même de l'armée.

Et ceci, indépendamment du fait que le tribunal militaire apparaît à tous complètement favorable aux « accusés » (expulsion du journaliste de *Diario 16*, assurance du respect de la hiérarchie militaire, acclamations du public à la lecture des états de service des généraux ayant participé aux « glorieux combats de la division Azul » en Russie... aux côtés de l'armée hitlérienne, etc.). Un fait est significatif : à l'occasion de la clôture de l'année militaire de l'académie de Saragosse, à la fin de son discours, le roi a crié : « Vive l'armée, vive l'Espagne ! », et les officiers l'ont acclamé. Au cri de : « Vive le roi ! », prononcé par le monarque, la réponse a été... le silence absolu.

La crise s'approfondit

C'est dans ce contexte que se développe la crise des partis politiques de la bourgeoisie, principalement l'UCD. Ce parti, conglomérat des cliques franquistes, cléricales,

« démocratiques », aujourd'hui au gouvernement, vient d'être battu aux Cortès. Comme le dit le journal du POSI, *Combate socialista* :

« Le gouvernement a été vaincu dans les Cortès à l'occasion du vote du statut de Valence. Parmi les ministres et les députés de l'UCD, on sentait la surprise et la panique. »



Le roi Juan Carlos.

La rumeur de la nécessité de dissoudre les Cortès et d'organiser immédiatement des élections anticipées a pris corps dans les hautes sphères politiques. Le président des Cortès, Landelino Lavilla, a suspendu d'urgence la session, tandis que Calvo Sotelo (chef du gouvernement) et la junte des porte-parole des groupes parlementaires essayaient de trouver une issue à la situation. » (13 mars).

Le désarroi de la bourgeoisie face à la crise qui la traverse a comme base le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et des peuples opprimés d'Espagne. Les grèves qui ont eu lieu dans d'importantes usines (John Deere, Olivetti), la grève générale qui a paralysé l'Andalousie à l'occasion de l'assassinat d'un jeune chômeur par la Garde civile comme la grève générale des enseignants d'université contre la « loi d'autonomie » du gouvernement actuellement en cours, attestent de la volonté de combat des masses.



FEVRIER 1981

IRLANDE DU SUD

Des élections pour rien ?

De même le combat des peuples opprimés par la monarchie franquiste : le 14 février, en Catalogne, 300 000 personnes ont défilé sous le mot d'ordre : « *Nous sommes une nation.* » Dans les élections pour le Parlement régional en Andalousie, le 6 juin, les sondages indiquent que le parti gouvernemental UCD aurait moins de 10 % des voix, tandis que le PSOE en obtiendrait plus de 50 %.

Face à cette situation, le PSOE qui compte avec l'appui de la majorité de la classe ouvrière espagnole, vient de décider dans son comité fédéral de « *maintenir une ligne de prudence dans sa confrontation avec le gouvernement pour autant que se maintienne la situation de fragilité du système démocratique, répétant sa volonté de résoudre (avec le gouvernement) les points de friction par des accords partiels.* » (El pais du 16 mars). Cette ligne de « prudence » face au gouvernement est la continuation de la politique du « Pacte social » et des « accords nationaux pour l'emploi » avec le gouvernement et les chefs d'entreprise menée par le PSOE.

C'est la poursuite de son accord avec le gouvernement dans la « loi des autonomies » (LOAPA), signée le 31 juillet dernier, qui va contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et qui va jusqu'à remettre en cause certains des aspects des statuts d'autonomie. Le PSOE s'est refusé à participer à la manifestation du 14 mars à Barcelone.

De son côté, le PC espagnol est traversé par une profonde crise qui lui a déjà coûté un tiers de ses militants. La cause n'est autre que sa politique d'appui au régime, se dressant contre les revendications ouvrières et démocratiques. C'est Marcelino Camacho, dirigeant du PCE et des commissions ouvrières (syndicat dirigé par le PCE), qui a pris l'initiative de demander au gouvernement Calvo Sotelo de « nouvelles négociations pour reconduire le pacte social pour une période de trois ans ».

Par ailleurs, dans l'élection du président du Conseil régional des Asturies, le PCE s'est refusé à soutenir le candidat du PSOE, dans une situation où les élus du PSOE et du PCE avaient la majorité (il faut souligner que le PSOE devançait largement le PCE). Cela a permis que le candidat de l'UCD soit élu. Le PCE justifie sa position au nom du maintien du « consensus », c'est-à-dire de la politique de l'unité nationale avec la bourgeoisie franquiste.

La perspective

Le cours du développement de la lutte des classes en Espagne mène à des affrontements directs entre les classes, où le prolétariat et les peuples opprimés d'Espagne essaieront de balayer le vieux monde franquiste, surmontant les obstacles dressés par les appareils qui aujourd'hui contrôlent le mouvement ouvrier. Comme le dit le journal du POSI :

« *Toute la situation le confirme, ce gouvernement, fruit du putschisme et défenseur des institutions putschistes n'a pas le droit de continuer. Il est légitime d'estimer qu'il faut le chasser. Parce que son maintien est contradictoire avec la démocratie. Du point de vue de la classe ouvrière, de la défense des libertés conquises, de la défense des organisations ouvrières, il faut balayer ce gouvernement et, avec lui, toutes les institutions héritées du franquisme.* »

Cesar Sanchez

Les élections générales qui ont eu lieu récemment en Irlande du Sud ont abouti à un approfondissement de la crise politique qu'elles avaient pour but de résoudre. Ni l'un ni l'autre des deux camps qui se trouvaient électoralement en présence n'a remporté une majorité parlementaire. La coalition gouvernementale sortante, formée par le parti bourgeois réactionnaire et ouvertement pro-impérialiste Fine Gael et le Labour Party d'Irlande du Sud, a fait « match nul » avec l'opposition formée par Fianna Fail, le parti nationaliste bourgeois « historique » (le parti de De Valera).

La clé d'une majorité parlementaire se trouve donc entre les mains de deux députés « indépendants » (en fait liés à l'appareil stalinien) et des trois élus du « Sinn Fein Workers Party », une organisation née d'une scission pro-impérialiste et pro-stalinienne du mouvement républicain.

CES élections anticipées ont été provoquées par le rejet du budget présenté le mois dernier du fait du vote hostile de deux de ces députés. Ce budget — malgré la présence du Labour Party dans la coalition gouvernementale — était fondé sur une série d'attaques meurtrières contre la classe ouvrière, dans le but de réduire le déficit budgétaire massif. La dette extérieure de l'Etat d'Irlande du Sud, proportionnellement à son produit national brut, est plus importante que celle de la Pologne !

Un tel budget, s'il était passé du stade des intentions à celui de la réalisation, aurait conduit à une puissante mobilisation de la classe ouvrière contre le gouvernement. Ce gouvernement dépendait déjà du soutien de députés « indépendants-staliniens », car les élections de juin 1981 n'avaient pas non plus dégagé une majorité en faveur de l'un des deux grands partis bourgeois.

Ces élections avaient été marquées par la place qu'y avait tenue la grève de la faim des prisonniers républicains de Long Kesh : deux détenus des Blocs H (dont un gréviste de la faim), candidats du mouvement républicain, avaient été élus au moment où la campagne de soutien aux grévistes de la faim battait son plein.

Trois manifestations le jour du vote du budget

Ce qui indiquait l'ampleur potentielle de la mobilisation menaçant ce gouvernement instable est le fait que trois manifestations différentes de grévistes se déroulaient devant le Parlement le jour où le budget devait être présenté.

Parmi les manifestants se trouvaient les travailleurs d'une usine menacée de fermeture et qui récla-

maient sa nationalisation. Ils avaient demandé au Labour Party et aux staliniens de s'engager à voter une résolution en faveur de la nationalisation de l'entreprise que Fianna Fail devait présenter, mais ne reçurent aucune assurance.

Cependant, comprenant les risques d'un affrontement, les staliniens votèrent contre le budget, entraînant la chute du gouvernement et de nouvelles élections.

La Labour Party — qui a une structure analogue au Labour Party britannique, c'est-à-dire que les syndicats y sont affiliés — fit campagne en justifiant le budget. Les dirigeants des organisations syndicales refusèrent de l'attaquer.

Le parti bourgeois nationaliste, Fianna Fail, qui a toujours conservé une base « populaire », a, dans le passé, fait d'importantes concessions à la classe ouvrière pour préserver la stabilité des institutions de l'Etat et a maintenu, au moins formellement, plus de distances à l'égard de l'impérialisme britannique.

Mais aujourd'hui, les secteurs les plus responsables de la bourgeoisie irlandaise pensent que l'ère des concessions est passée. Sans remise en cause brutale des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, elle est confrontée à une crise économique catastrophique.

Des porte-parole de la bourgeoisie comparent aujourd'hui la situation de l'économie irlandaise à celle de la Pologne. La force et la combativité de la classe ouvrière combinées avec la fragilité d'institutions fondées sur la division du pays ont contraint la bourgeoisie irlandaise à des concessions qui sont en fait au-dessus de ses moyens.

Dans certains secteurs (notamment dans la Fonction publique),

les salaires des travailleurs irlandais sont supérieurs à ceux de leurs collègues britanniques. Bien qu'il ait atteint le taux de 10 %, le chômage est freiné par une croissance artificielle des services publics.

Crise au sein du Fianna Fail

Cette situation a provoqué une crise au sein du Fianna Fail. Son principal dirigeant, Charles Haughey, entend rester fidèle à la politique traditionnelle du parti et explique que, compte tenu des nécessités de la stabilité internationale, les banques pourraient continuer à prêter de l'argent et que les plans d'austérité ne devraient donc pas atteindre un degré intolérable.

D'autres éléments du parti se sont par contre prononcés pour des mesures identiques à celles de la coalition gouvernementale sortante.

La classe ouvrière a massivement voté pour Fianna Fail. La petite bourgeoisie a basculé du côté de Fine Gael. Dans quelques circonscriptions, les travailleurs ont porté leurs votes sur ceux qui proclamaient s'opposer aux deux projets de budget (les « indépendants » — en fait staliniens dont nous avons déjà parlé — et les candidats du Sinn Fein Workers Party).

Les raisons de l'échec électoral des candidats républicains

La branche politique du mouvement républicain, le Sinn Fein, avait également présenté des candidats dans plusieurs circonscriptions. Aucun de ces candidats n'a obtenu un nombre de voix comparable à celui remporté par les prisonniers du Bloc H qui avaient été les candidats du mouvement républicain lors des précédentes élections. Dans plusieurs cas, ils ne conservent guère que le quart de ces voix. Pourquoi ?

Le Sinn Fein a pourtant mené une campagne active. Cependant, elle était centrée non sur le combat pour l'unité de l'Irlande, sur le fait qu'il n'y a pas de solution aux problèmes du peuple irlandais dans le cadre de la partition, mais sur des problèmes d'intérêts locaux, sur la corruption de tel ou tel représentant d'un parti bourgeois.

En fait, le mouvement républicain apportait sa réponse à la crise économique de l'Irlande du Sud, se situant donc de fait dans une perspective de réforme de l'Etat du Sud,

non dans celle de l'unité de l'Irlande.

Pourtant, la position publique et constante du mouvement républicain est de ne reconnaître aucune légitimité aux institutions de l'Irlande du Sud fondées sur la partition du pays. A partir du moment où cette dimension n'était pas au premier plan de la campagne électorale du Sinn Fein, on comprend que des travailleurs — qui avaient pourtant, contre les staliniens et leurs alliés, combattu pour la victoire des grévistes de la faim de Long Kesh — aient voté pour des candidats liés au stalinisme.

Sur le budget, ils disaient la même chose que le mouvement républicain, et s'ils étaient élus, ils pourraient peser par leur vote au Parlement de l'Irlande du Sud, car ils entendaient y siéger. Tandis que les candidats du mouvement républicain — dans la mesure où ils ne reconnaissent pas les institutions de l'Etat du sud — refusent d'y siéger.

Position qui peut se comprendre tactiquement mais qui perd tout contenu si le combat pour l'unité de l'Irlande n'est plus au centre, si en fait l'Etat du sud est accepté.

Une solution temporaire qui ne règle rien

Plus profondément, cet échec électoral du mouvement républicain témoigne du fait que les secteurs de la classe ouvrière qui s'étaient le plus activement engagés, sous la direction du mouvement républicain, dans le combat pour sauver les grévistes de Long Kesh tirent des conséquences du refus de la direction du mouvement républicain de mobiliser alors, en ouvrant la perspective de la grève générale au Sud comme au Nord, l'ensemble des masses travailleuses d'Irlande.

Bernadette Devlin s'est aussi présentée à Dublin. Elle ne rassembla que 2 000 voix (alors qu'il en aurait fallu 6 000 pour qu'elle soit élue). Il est clair que Bernadette Devlin a également subi les conséquences de la fin tragique de la grève de la faim et de l'incapacité du Comité national contre les Blocs H à indiquer la voie de la victoire.

Le gouvernement a maintenant été formé. C'est un gouvernement homogène du Fianna Fail, le parti bourgeois qui était précédemment dans l'opposition. C'est une solution temporaire et qui ne règle rien. Elle va au contraire intensifier la crise — y compris la crise au sein du parti gouvernemental.

La League for a Workers Republic (LWR - section irlandaise de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ») a, à Dublin, tout en développant ses propres positions, appelé à voter pour Bernadette Devlin qui se prononçait pour l'unité de l'Irlande et pour une expression politique indépendante de la classe ouvrière.

Elle également soutenu, dans une circonscription située à 50 km au nord de Dublin, la candidature d'Helen Corcoran, qui se prononçait pour la construction d'un parti ouvrier de toute l'Irlande, combattant pour l'unité et l'indépendance de l'Irlande.

Sur la base de la campagne de Bernadette Devlin et de celle d'Helen Corcoran, des « comités ouvriers républicains » ont été mis en place qui rassemblent notamment des militants syndicalistes qui avaient combattu pour la grève générale pour sauver les prisonniers de Long Kesh. C. Connor.



Le 18 juillet 1981, le gouvernement Haughey faisait brutalement matraquer par la police les milliers de travailleurs et de jeunes d'Irlande du Sud qui manifestaient, devant l'ambassade de Grande-Bretagne, à Dublin, pour soutenir les grévistes de la faim de Long Kesh.

Un an après l'investiture de Reagan...

Lorsque Reagan, il y a un peu plus d'un an, fut investi, la presse de la bourgeoisie semblait manquer de superlatifs pour annoncer l'ampleur des « changements » qui allaient marquer la nouvelle présidence. Reagan allait « remettre l'Amérique au travail ». On sait que lorsqu'il adressa il y a quelques semaines, le message sur l'état de l'Union, les taux officiels de chômage se rapprochaient de 10 %.

Le *Financial Times* du 5 mars écrivait : « Les grands hommes d'affaires américains ont demandé au président Reagan qu'il opère des changements radicaux dans sa politique économique pour qu'il évite au pays une récession prolongée et de hauts taux d'intérêts. Cet appel marque une dramatique modification dans l'attitude des milieux d'affaires qui avaient accueilli avec enthousiasme l'arrivée de la nouvelle administration Reagan. »

LE budget de Reagan — qui prévoit pour la première fois un déficit dépassant les 100 milliards de dollars — se heurte au refus du Congrès, dans la mesure où les députés républicains ne veulent pas l'adopter sans modification. La discussion doit maintenant se poursuivre jusqu'à l'automne. Situation « classique » dans le jeu politique américain : les pouvoirs de la présidence se heurtent à l'opposition des députés. L'« ère Reagan » n'aurait-elle rien changé ?

Et pourtant, dans la dernière période, Reagan peut inscrire un succès à son actif. Il est vrai qu'il n'en est pas directement responsable. Il le doit à la bureaucratie dirigeante de l'AFL-CIO, et plus précisément à celle du grand syndicat des travailleurs de l'automobile, l'UAW, qui a négocié avec Ford un contrat par lequel on impose aux travailleurs l'abandon d'avantages acquis (jours de vacances supplémentaires, primes liées à la produc-

tivité) au nom d'une illusoire garantie d'emploi. Ce contrat va servir de « modèle » à la tentative de contrats semblables dans d'autres entreprises, notamment à la General Motors où les premières négociations avaient échoué. L'attitude de la direction de l'UAW s'est heurtée à une forte opposition au sein du syndicat (1).

Cette acceptation des exigences du patronat par les dirigeants syndicaux ne survient guère plus de six mois après la gigantesque manifestation nationale convoquée par l'AFL-CIO le 19 septembre et qui avait rassemblé, contre la politique sociale de Reagan, 400 000 travailleurs et travailleuses, manifestant la force et la combativité du prolétariat américain.

« Des coupes dans les versements sociaux »

La « Roundtable », une association patronale qui regroupe les représentants de nombre des plus

grandes firmes des USA, et qui a adressé à Reagan cet avertissement a aussi fait des propositions : il faut « des coupes majeures permanentes dans les dépenses sociales indexées et un ralentissement du rythme d'accroissement des dépenses militaires. »

On sait que le budget de la défense nationale des USA est aujourd'hui le plus important jamais connu en période de paix (un tiers du budget global). Mais cette fantastique injection de nouvelles dépenses d'armement n'a pas suffi à réanimer l'économie américaine, cependant que les mesures d'austérité, la réduction brutale des dépenses sociales, n'ont pas — contrairement aux promesses de Reagan — jugulé l'inflation.

La puissance de l'impérialisme américain, relativement à tous ses partenaires et concurrents impérialistes, ne l'émancipe pas du sort commun. La réalité mondiale de la détérioration des conditions de fonctionnement de l'économie capitaliste, l'épuisement des facteurs qui avaient permis sa « prospérité » fondée sur l'économie d'armement et un développement généralisé du parasitisme, la marche à la dislocation du marché mondial, n'épargnent pas le capitalisme américain. Cela se lit en résumé dans la conjugaison des chiffres de chômage et d'inflation. La place tenue dans la production par la production d'armements atteint un niveau où elle risque d'être, en même temps qu'un volant d'entraînement de l'économie dans son ensemble, un élément de déséquilibre si le contexte social et politique d'ensemble n'est pas modifié.

Les représentants du capital financier tancent en fait Reagan pour son « laxisme ». En mettant en avant la nécessité de « coupes majeures et permanentes » dans les dépenses sociales, ils lui reprochent en fait de n'être pas allé assez loin dans son programme, c'est-à-dire soulignent que les mesures qu'il a prises contre la classe ouvrière, contre les couches les plus exploitées et les plus défavorisées, contre les minorités nationales — et qui sont pourtant de grande ampleur ! — sont insuffisantes.

Mais la politique intérieure de Reagan — pas plus que celle de ses prédécesseurs républicains ou démocrates — ne peut ignorer dans les faits la réalité de la lutte des classes qu'il ne suffit pas d'exorciser idéologiquement pour la faire disparaître. C'est pourquoi, il est nécessaire de revenir sur le paradoxe que constitue la force manifeste de la classe ouvrière affirmée dans la manifestation du 19 septembre, et l'acceptation actuelle, dans un secteur vital, de l'ultimatum du grand patronat.

La grève des contrôleurs aériens

La manifestation du 19 septembre n'a pas été une sorte de « grande parade » que rien n'avait préparé et que rien n'a suivi. Si la classe ouvrière s'est saisie aussi massivement de la « journée de solidarité » convoquée par la direction de l'AFL-CIO (le nombre de manifestants a été plus du double de ce que prévoient les prudents organisateurs), c'est qu'elle se rassemblait contre la politique de Reagan

et les attaques du patronat. La journée du 19 septembre a eu lieu alors que se déroulait la grève des contrôleurs de la navigation aérienne. Dès l'arrivée de Reagan au pouvoir, un premier conflit d'ampleur nationale avait témoigné que la classe ouvrière ne subirait pas passivement les attaques contre ses avantages acquis et ses conditions de vie et de travail : la grève des mineurs, qui s'était finalement soldée par un recul du patronat.

Reagan devait, par le licenciement massif des grévistes et l'« illégalisation » du syndicat des contrôleurs, briser le mouvement des « aiguilleurs du ciel ». Mais, dans sa brutalité, ce conflit a concentré les problèmes auxquels le mouvement ouvrier américain doit aujourd'hui faire face. Ce qui est extraordinaire, ce n'est pas que Reagan ait pu vaincre les contrôleurs isolés, ce qui est extraordinaire c'est l'acharnement, la détermination de ces 12 000 travailleurs, appartenant aux catégories les plus qualifiées, dans le combat pour la défense de leurs droits. Le gouvernement ne pouvant arracher la capitulation de la grande majorité d'entre eux a dû les chasser de leur emploi sans les faire céder. Et si Reagan a pu se permettre ce coup de force, la responsabilité en retombe uniquement sur l'appareil dirigeant de l'AFL-CIO qui s'est cantonné dans une « solidarité » platonique, qui s'est refusé à donner corps à la volonté réelle de solidarité dans l'action qui montait de tous les secteurs de la classe ouvrière et qui s'est affirmée depuis le 19 septembre.



La manifestation du 19 septembre.

Les questions politiques les plus essentielles

Depuis cette date en effet, nombreux sont les conflits qui illustrent la volonté et la capacité de combat des secteurs les plus divers de la classe ouvrière. Citons en deux, parmi les plus significatifs.

La grève des 3 700 ouvriers de l'usine Wabco de Pittsburg, entreprise d'équipement électrique. Les travailleurs ont refusé de renoncer à des droits et à des avantages acquis au nom de la situation prétendument « difficile » de l'entreprise et ont réclamé le droit de voir ses comptes. La grève a commencé en novembre et se poursuit aujourd'hui, provoquant un vaste mouvement de solidarité dans toute cette région industrielle.

La grève des 23 000 enseignants de Philadelphie qui a eu lieu lors de la rentrée scolaire 1981, en septembre. Une brutale réduction de crédits menaçait l'emploi de 3 500 d'entre eux. Les enseignants et leur syndicat déclenchèrent une grève totale, pendant cinquante jours, pas une seule des 260 écoles de la ville n'ouvrit ses portes. Les autorités durent céder ; les budgets furent rétablis et les enseignants menacés de licenciement conservèrent leur emploi.

Non, la classe ouvrière américaine n'est pas aujourd'hui une « masse passive » et tout au contraire les nécessités de la lutte contre les plans du patronat, contre Reagan, reposent en son sein et au sein du mouvement ouvrier organisé les questions politiques les plus essentielles.

L'élection de Reagan a marqué la volonté de la classe dominante de se regrouper autour d'une perspective de « loi et d'ordre » face à la nécessité de « discipliner » la classe ouvrière pour lui imposer les mesures que la situation rendait nécessaires. Elle a aussi exprimé la volonté des cercles dirigeants de l'impérialisme de redonner une cohérence à la politique mondiale de l'impérialisme. Sa campagne électorale a été menée sur les thèmes les plus ouvertement réactionnaires. Mais il faut rappeler une évidence : si Reagan ne fut porté à la présidence que par un quart des électeurs américains, et si néanmoins il fut victorieux de Carter, ce n'est pas parce que les travailleurs ont massivement voté pour lui, mais parce que la classe ouvrière, en dépit des injonctions de la direction de l'AFL-CIO, se refusa à voter pour le candidat du parti démocrate. Et cela tient avant tout au fait objectif que Carter, cherchant à appliquer les mesures qui correspondent aux besoins de la bourgeoisie impérialiste américaine, s'engageait déjà dans la voie que Reagan a poursuivie.

La direction de l'AFL-CIO déséquilibrée

La bureaucratie dirigeante de l'AFL-CIO est aujourd'hui déséquilibrée par la remise en cause des conditions dans lesquelles opérait depuis des décennies sa politique de collaboration de classes. Les élections de novembre 1981 ont marqué l'échec de la vieille coalition qui assurait la force électorale du parti démocrate (subordination du mouvement ouvrier organisé et des organisations noires au parti démocrate). La politique « sociale » de Reagan, répondant aux besoins de la bourgeoisie américaine, rompt nécessairement avec les formes de « coopération » qui étaient devenues une dimension organique de la pratique de la direction de l'AFL-CIO. Celle-ci a pris l'initiative de la « journée de solidarité » du 19 septembre et simultanément a tout fait pour disperser la force explosive qui se rassemblait ainsi. Après avoir proclamé que les circonstances mettaient à l'ordre du jour une plus grande présence politique du mou-

vement syndical, les dirigeants de l'AFL-CIO ont donné à cette proclamation le contenu d'une mobilisation pour une victoire électorale du parti démocrate lors des élections au congrès de 1982. Ils ont annoncé que la « journée de solidarité n° 2 » coïnciderait avec le jour de ces élections, l'objectif étant de faire élire des députés du parti démocrate « favorables au mouvement ouvrier ».

Mais on ne peut faire disparaître la question que précisément posait la manifestation du 19 septembre, manifestation nationale et centrale contre la politique du gouvernement, celle d'une expression politique correspondant à cette mobilisation, celle d'un parti ouvrier fondé sur les syndicats.

Au sein des regroupements qui s'opèrent à l'intérieur des syndicats — comme les « comités contre les concessions » qui se sont créés dans l'UAW contre les contrats du type de celui signé avec Ford —, dans la population noire, parmi les millions de chômeurs, cette question se posera : n'est-il pas nécessaire, lors des prochaines élections, que le mouvement ouvrier, le « Labor », oppose aux candidats des deux partis de la bourgeoisie, les candidats de la vie chère et du chômage, les candidats de la politique d'armement à outrance et de destruction des conquêtes sociales, ses propres candidats ?

La question du parti ouvrier

La polarisation sociale aux Etats-Unis, au travers de l'action même des travailleurs, va tendre à trouver une expression politique. C'est-à-dire que le développement d'ensemble de la situation repose la question centrale à laquelle le mouvement ouvrier américain doit faire face : celle de son affirmation politique indépendante, celle d'un parti ouvrier, du « Labor Party » exprimant sur le terrain politique la puissance du mouvement syndical.

Et incontestablement, dans le contexte des attaques de Reagan et du patronat, les élections législatives de l'année prochaine constitueront une occasion où cette question se posera avec d'autant plus d'intensité.

Ce qui ne signifie nullement que les événements vont connaître une sorte de développement linéaire, unilatéralement marqué par une radicalisation de la classe ouvrière et débouchant automatiquement sur l'expression politique de celle-ci.

Tout d'abord, il convient de revenir sur la situation du mouvement syndical lui-même, sur ce que l'on entend par sa puissance.

En effet, nombreux sont les commentateurs qui soulignent au contraire sa faiblesse croissante, la stagnation de ses effectifs, la croissance de la fraction non syndicalisée du prolétariat américain, en particulier parmi les couches les plus exploitées, et le fait que la plupart des conflits avec le patronat ou l'Etat se soldent par des échecs ou des reculs. Ce sont là des faits indéniables, l'essentiel est de savoir quelles conclusions on en tire.

La plus puissante classe ouvrière du monde

Quand nous parlons de la puissance du mouvement syndical américain, c'est de la force de la classe ouvrière américaine et de son organisation comme classe dont il est question.

Le CIO est né de la formidable vague de grèves de 1936-1937 qui a imposé au patronat et à l'Etat la reconnaissance des syndicats, leur existence légale, par les moyens de la lutte des classes. L'ensemble des droits et des conquêtes sur lesquels s'appuie aujourd'hui la classe ouvrière sont organiquement liés à ce développement, à la croissance

des syndicats comme organisations de classe en dépit de l'alignement sur « leur » bourgeoisie. La fusion avec l'AFL, la constitution d'une centrale unique rassemblant l'écrasante majorité des travailleurs syndiqués, s'appuie sur ces acquis.

Certains, pour parler de l'AFL-CIO emploient le cliché du « colosse aux pieds d'argile ». Il n'est pas de comparaison plus fautive. La base de l'édifice qui repose sur les nécessités d'organisation de la plus puissante classe ouvrière du monde, sur son histoire, sur les résultats de ses luttes, est solide et la manifestation du 19 septembre a opportunément rappelé cette réalité aux plus sceptiques.

Il a suffi que la direction confédérale de l'AFL-CIO esquisse un mouvement de résistance à l'égard de la politique antisyndicale de Reagan pour que la classe ouvrière se rassemble et agisse autour de l'AFL-CIO.

Ce qui est en cause, c'est l'incapacité de cette direction organiquement structurée sur la base de la collaboration de classes et « éduquée », si l'on peut dire, par les années de « prospérité » à faire face à la nouvelle situation et même à défendre son propre pouvoir de négociation.

Des conditions différentes

Il faut certes utiliser les analogies entre des périodes profondément différentes avec prudence. Mais cette situation n'est pas sans rappeler celle qui précéda la création du CIO, quand la vieille AFL fondée sur les syndicats de métier faisait preuve de son impuissance et de son incapacité à organiser dans leur masse les travailleurs de l'industrie. C'est alors que surgirent les syndicats d'industrie...

La nouvelle vague d'organisation du prolétariat américain — qu'a préfigurée la gigantesque manifestation du 19 septembre — qu'appellent les nécessités de la défense de la classe ouvrière se déroulera dans des conditions profondément différentes, internationalement et nationalement.

La bureaucratie de l'AFL-CIO va certes tenter encore une fois de lier le mouvement ouvrier au Parti démocrate. Mais le Parti démocrate d'après Carter, quels que soient les efforts déployés en sa faveur, ne dispose pas du capital d'illusions dont pouvait bénéficier Roosevelt à l'aube du New Deal.

Cet article ne traitait que de quelques-uns des aspects de la situation des Etats-Unis un an après l'accession de Reagan au pouvoir. Il est évident qu'une analyse plus complète ne peut faire l'économie d'une analyse de la situation mondiale de l'impérialisme américain. *Tribune internationale-La Vérité* y reviendra.

Mais on peut d'ores et déjà souligner que le mouvement des masses américaines tend à intégrer cette dimension. Le niveau de l'opposition populaire à l'intervention au Salvador (alors qu'il n'y a pas de troupes américaines directement engagées) a, dès maintenant, atteint un niveau comparable à celui qui existait après plusieurs années de guerre au Vietnam.

Et ce refus de cautionner la politique de Reagan en Amérique centrale s'accompagne — comme nous le montrons par ailleurs — d'un authentique mouvement de solidarité avec les travailleurs polonais.

F. Forgue.

(1) Les résultats du vote sont significatifs : 160 000 travailleurs étaient appelés à voter. Moins de la moitié des travailleurs de Ford ont participé au vote ; 43 683 se sont prononcés pour le contrat, c'est-à-dire ont répondu positivement à la demande de la direction syndicale de le ratifier ; 15 933 ont voté contre.

Le mouvement ouvrier américain et la Pologne

Lorsque l'AFL-CIO convoqua sa manifestation nationale contre la politique de Reagan, elle décida que la journée du 19 septembre serait désignée comme la « journée de Solidarité » en hommage aux travailleurs polonais et à leur syndicat indépendant.

QUELLES qu'aient été alors les arrière-pensées des dirigeants de l'AFL-CIO, c'était là — pour les travailleurs américains — plus qu'un symbole, l'expression d'une réalité. Pour la classe ouvrière des Etats-Unis, comme pour celles des autres pays, le mouvement des ouvriers polonais a été ressenti comme un combat dont ils étaient profondément solidaires parce qu'ils le comprenaient comme un combat semblable au leur.

Et les oreilles de plus d'un bureaucrate ont désagréablement sifflé lorsque les travailleurs, au sujet du manque de démocratie au sein de leur organisation syndicale, disaient : « Il faut faire comme en Pologne ».



Ou lorsque, après le 13 décembre, face à un acte d'arbitraire de tel ou tel bureaucrate, ils affirmaient : « On n'est pas en Pologne », comme cela a été le cas à maintes reprises.

Ce serait une erreur que de croire que la solidarité à l'égard des travailleurs polonais et de leur syndicat a été en quelque sorte marquée, déterminée aux Etats-Unis par la manière grossière dont Reagan a utilisé au compte de ses propres besoins contre-révolutionnaires l'activité contre-révolutionnaire de Jaruzelski et de la bureaucratie du POUF.

C'est-à-dire d'admettre que, quelle que soit la « bonne volonté » d'individus, toute protestation était en dernière analyse une forme d'appui à l'impérialisme américain. Une telle conception revient à nier l'existence aux Etats-Unis de la lutte des classes, à considérer que les initiatives prises par le gouvernement impérialiste et ses porte-parole occupent tout le champ politique et que toute action de la classe ouvrière ne peut que s'y inscrire.

Le lien avec le combat de classe aux Etats-Unis

Non, l'authentique volonté de solidarité avec le combat révolutionnaire des ouvriers polonais s'est exprimée dans l'action de la classe ouvrière américaine, y compris dans l'utilisation des manifestations que la direction de l'AFL-CIO a officiellement recommandées.

Mais de plus, l'hypocrite mascarade de Reagan, le « parrain » de la

junte salvadorienne, le briseur de grèves se présentant comme le « défenseur des travailleurs polonais » a amené les éléments les plus avancés au sein du mouvement syndical — et notamment ceux qui tendent à mettre en avant la nécessité d'un parti ouvrier — à préciser le lien qu'il y avait entre leur solidarité inconditionnelle à l'égard des travailleurs polonais et leur combat aux Etats-Unis.

C'est ainsi qu'une manifestation a été convoquée devant le consulat de Pologne à New-York, sur les trois mots d'ordre suivants : « A bas l'état de siège ! Solidarité avec Solidarité ! Non à l'intervention US en Amérique centrale ! »

A l'initiative de cette manifestation se trouvaient des syndicalistes,

des comités qui s'étaient formés en défense de la révolution politique en Pologne et les jeunes de l'organisation social-démocrate DSOC (Democratic Socialist Organizing Committee).

Meeting à New-York

C'est aussi de militants ouvriers — et notamment de responsables syndicaux — qu'est venue la décision, après l'émission télévisée de Reagan, le 31 janvier, de convoquer à New-York le 6 février un meeting de solidarité avec les travailleurs polonais.

Plus de 1 500 travailleurs et jeunes ont assisté à ce meeting auquel participaient notamment Ed Sadowski, dirigeant de l'opposition au sein du puissant syndicat de l'acier, Peter Camarasta qui anime le regroupement pour la démocratie syndicale au sein du syndicat des camionneurs, un porte-parole du PACTO (le syndicat des aiguilleurs du ciel), Paul Robeson Jr (le fils du grand chanteur noir Paul Robeson) qui fut militant du PC américain pendant de longues années.

Le lien entre le combat révolutionnaire des ouvriers polonais et celui du combat des ouvriers américains fut clairement établi par la plupart des orateurs. La politique de Reagan en Amérique centrale fut dénoncée. Et comme le déclarait Ben Zensky, un responsable national du syndicat des postiers : « Si demain, il existait aux Etats-Unis un syndicat comparable à Solidarité, les autorités de ce pays appelleraient contre lui la Garde nationale et l'armée. »

BRESIL : 5^e CONGRES DE L'ORGANISATION SOCIALISTE INTERNATIONALISTE

« Les masses veulent imposer la candidature de Lula parce qu'elles veulent renverser la dictature »

L'ORGANISATION socialiste internationaliste (OSI), section brésilienne de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », vient de tenir son congrès.

L'un des points à l'ordre du jour de ce congrès était la préparation de l'intervention de l'OSI dans les élections convoquées par le gouvernement militaire cette année. Il s'agit là d'élections frauduleuses par lesquelles le gouvernement voudrait tenter de préserver les institutions de la dictature, ébranlées par la montée du mouvement ouvrier et par la construction du Parti des travailleurs (PT), parti ouvrier indépendant.

Les intentions du gouvernement se manifestent dès sa décision interdisant aux principaux dirigeants du PT d'être candidats aux élections, en particulier à Lula, le principal dirigeant du PT, qui s'est présenté comme candidat au poste de gouverneur de la province de Sao Paulo, le plus important Etat du pays. De leur côté, les masses veulent voter pour le PT, voter pour Lula, parce qu'elles veulent en finir avec la dictature.

Cette situation donne toute leur importance aux initiatives prises par le V^e Congrès de l'OSI, qui a décidé en particulier d'impulser une campagne contre la condamnation de Lula et des autres dirigeants syndicaux, pour défendre leur droit à se présenter aux élections, contre la dictature.

A partir de cette définition politique de l'axe central de son activité pour l'année 1982, le Congrès a élaboré une série de résolutions (internationale, syndicale, électorale, d'organisation) pour donner à l'OSI les instruments qui lui permettent d'aider les masses à mener à bien la bataille qui est déjà engagée.

Parmi ces résolutions, il est important de souligner celle qui engage l'OSI dans une campagne pour la défense des travailleurs polonais et de leurs organisations syndicales et politiques, contre la bureaucratie, ainsi que celle pour la solidarité avec le combat des masses du Salvador contre la répression sanglante impulsée par l'impérialisme dans ce pays.



Le V^e Congrès de l'OSI a discuté aussi du moment actuel du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, en particulier des questions posées par la scission de « IV^e Internationale (Comité international) » organisée par Moreno à la fin de l'année dernière.

A partir de cette discussion, le V^e Congrès a pris position pour défendre tous les acquis de la Conférence mondiale de décembre 1980 qui avait abouti à la constitution de « IV^e Internationale (Comité international) », pour les Thèses sur la reconstruction de la IV^e Internationale, bases de cette constitution. En conséquence, le Congrès s'est prononcé pour participer à la conférence mondiale des organisations qui ont constitué « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », au mois de juillet 1982.

Nous publions dans ce numéro de *Tribune internationale-La Vérité* la résolution adoptée par le V^e Congrès de l'OSI sur la politique de l'OSI face aux élections prévues pour novembre 1982.

On trouvera également dans cette

double page l'appel à la constitution d'un « comité contre la condamnation des syndicalistes de l'ABC (la grande concentration industrielle de Sao Paulo), le communiqué de constitution de ce comité et son manifeste.

Résolution adoptée par le V^e Congrès de l'OSI

La convocation d'élections pour novembre de cette année occupe une place particulière dans la crise de la dictature militaire du Brésil. La tenue de ces élections correspond à la volonté de maintenir la dictature au pouvoir, en rétablissant son unité avec l'ensemble de la bourgeoisie et en bloquant ou en défaisant le mouvement des masses. Il s'agit d'élections frauduleuses aux postes de conseillers municipaux, députés, sénateurs, préfets et gouverneurs, qui laissent à Figueiredo le pouvoir réel contre les masses.

CETTE politique de la dictature militaire implique, pour pouvoir être réalisée, de concéder quelques libertés démocratiques qui en même temps expriment une conquête des masses, sur lesquelles celles-ci cherchent à s'appuyer pour renverser la dictature. Et la légalisation du Parti des travailleurs (PT) est devenue un point d'appui fondamental pour utiliser ces élections pour balayer la dictature.

A plusieurs occasions depuis l'accession au pouvoir de la dictature actuelle, le gouvernement s'est servi d'élections frauduleuses pour tenter d'institutionnaliser le régime. Ces opérations de la dictature ont vu se dresser contre elles le mouvement des masses, cherchant à exprimer sa volonté de renverser la dictature, en dépit même de toutes les fraudes, des restrictions antidémocratiques et de la répression, malgré sa désorganisation syndicale et politique.

Le vote pour le MDB, en 1974, et les votes nuls et blancs en 1978 ont exprimé le rejet général de la dictature par le peuple. Cette année, le gouvernement organise de nouveau des élections frauduleuses. Cette fois, cependant, le caractère frauduleux des élections se combine à la maturation de la situation politique qui se concentre dans la construction du PT et qui s'exprime dans l'ensemble des mobilisations des masses exploitées et opprimées dans les dernières années, dont la grève générale de la métallurgie de l'ABC de 1980 est une référence centrale.

L'ensemble de ce processus se dirige vers la préparation de la grève générale pour la lutte pour le renversement de la dictature. L'objectif du gouvernement avec ses mesures d'« ouverture » est de donner à la dictature une certaine capacité d'absorption des heurts produits par la montée du mouvement des

masses. Cependant, les masses ont fait entrer en crise la politique d'« ouverture », en légalisant le parti ouvrier indépendant et en arrachant quelques conquêtes démocratiques qui s'expriment par la marge plus grande laissée à l'organisation indépendante du prolétariat.

L'incompatibilité entre le PT et la dictature (1)

Dans ces élections, on assiste à la convergence du mécontentement qui s'exprime dans la montée révolutionnaire, avec la consolidation du PT et la présentation de la candidature de Lula obligeant le gouvernement à adopter des mesures portant atteinte à l'espace démocratique conquis par les masses.

L'incompatibilité entre le PT et la dictature militaire entraîne, à travers des élections frauduleuses, la centralisation du combat des masses pour en finir avec la dictature.

C'est cette compréhension de la situation qui fait que tant la dictature que l'« opposition » soutenue par le stalinisme s'opposent à la candidature de Lula, chacune à sa manière. Parce que le vote massif pour le PT, ainsi que la possibilité que soit élue une majorité de députés du PT, terrorisent la bourgeoisie dans son ensemble et représenteraient la désagrégation de la dictature, la possibilité de l'irruption révolutionnaire des masses avant, durant, ou après les élections.

Les mots d'ordre qui expriment ce combat sont : contre la condamnation de Lula et des syndicalistes de l'ABC ! Lula gouverneur ! Contre la dictature, votez PT !

Depuis 1964, le gouvernement de la dictature tente de se servir d'élections antidémocratiques et frauduleuses pour présenter la victoire de son parti officiel comme une manifestation de soutien au régime,



A toutes les instances, syndicats, dirigeants, partis politiques et à tous ceux qui se réclament de la lutte pour la démocratie

« Le régime veut maintenir la condamnation de Lula et de 10 autres syndicalistes de l'ABC. Il veut les condamner pour avoir organisé une grève en défense de conditions de vie dignes pour les travailleurs.

Cette condamnation attaque frontalement les droits démocratiques les plus élémentaires : les droits des travailleurs et de tout le peuple à présenter leurs candidats aux élections. Le droit des travailleurs et de tout le peuple à s'organiser librement pour lutter pour leurs revendications.

Ce qui sera en jeu dans le procès, ce ne sera pas seulement le sort des syndicalistes : en la personne de Lula et de ses camarades sur le banc des accusés, ce seront tous les travailleurs qui exigent la liberté et la démocratie pour conquérir et défendre des conditions de vie dignes.

Face à cette situation, nous prenons position pour la réalisation d'une large campagne contre la condamnation de Lula et des syndicalistes de l'ABC, pour laquelle nous en appelons à tous ceux qui se revendiquent de la défense de la démocratie, aujourd'hui attaquée par les tentatives du régime pour maintenir la condamnation de Lula et de ses camarades. Nous sommes certains que, si nous sommes tous unis, nous pourrions empêcher cette condamnation.

- Non à la condamnation de Lula et des syndicalistes de l'ABC !
- Pour les libertés syndicales !
- Abrogation de la LSN !
- A bas la dictature !

Pour faire des pas concrets dans la voie de la réalisation de la campagne, nous invitons les camarades condamnés, toutes les instances, les syndicats, les dirigeants syndicaux, les partis politiques et tous ceux qui sont prêts à lutter contre la condamnation, à participer à une réunion le jeudi 10 mars à 19 heures au Syndicat des conducteurs - 75, rue Pirapitingu (près de la station Sao Joaquim) où devra être aussi discutée la formation d'un comité contre la condamnation des syndicalistes pour organiser cette lutte. »

- Syndicat des employés des banques de Sao Paulo.
- Syndicat des métallurgistes de Sao Bernardo do Campo.
- Syndicat des menuisiers.
- Syndicat des conducteurs de Sao Paulo.
- Syndicat des conducteurs de l'ABC.
- Syndicat des boulangers.
- Syndicat du cuir.
- Syndicat des architectes.
- Syndicat des vitriers.
- Syndicat de la chimie de Santo André.
- Association des gardiens.
- Association professionnelle des assistantes sociales - APASSP.
- Association des services de l'USP - ASUSP.
- Union des travailleurs de la Banque centrale - UNTBC.
- Opposition syndicale de la construction civile de Sao Paulo.
- Forum de débats de questions syndicales (président : Gerardo Silvino, Alfonso Delellis, et Vitelbino).
- Union métropolitaine des élèves de l'enseignement secondaire - UMES.
- Branche FAU/USP.
- Faculté du génie industriel - FEI/SBC.
- Commission de mobilisation de salariés des moteurs Rolls Royce/SBC.
- Antonio Durval - syndicaliste, ex-directeur du syndicat des boulangers de Sao Paulo.
- Journal O Trabalho.

comme une « légitimation » du coup d'Etat de 1964. Le « train de mesures électorales » de cette année intègre cette préoccupation des militaires au pouvoir. Cependant, ce n'est pas là le problème principal qu'affronte le gouvernement dans les élections de 1982.

L'élément clé du « train de mesures électorales »

Dans la nouvelle situation créée par la naissance du PT, la principale préoccupation du gouvernement est d'empêcher que les masses ne se saisissent de la campagne électorale pour développer leurs luttes ; le gouvernement a besoin d'empêcher que la candidature des dirigeants du PT les plus reconnus par les masses ne soit une impulsion pour le mouvement vers le renversement de la dictature.

Le gouvernement riposte à ces nouveaux problèmes en cassant les droits politiques de Lula et d'importants dirigeants syndicaux. Cette mesure de la dictature est l'élément clé du « train de mesures électorales » et sa signification découle des conditions dans lesquelles les masses se préparent à intervenir dans les élections de cette année.

La volonté d'interdire la candidature de Lula correspond à la nécessité d'éviter que cette candidature

puisse être utilisée pleinement par les masses manifestant ainsi, à l'évidence, le caractère frauduleux des élections. La dictature fait ainsi la preuve de son incapacité de répondre positivement aux aspirations des masses, de son caractère d'incompatibilité avec la démocratie.

Par ces mesures, le gouvernement lui-même met en évidence le caractère répressif qu'il représente, rendant pour les masses exploitées et opprimées plus urgente la nécessité de lutter pour les droits politiques de tous les travailleurs, pour le droit de choisir librement leurs gouvernants, pour la nécessité d'une Assemblée constituante souveraine concrétisant l'exercice de ce droit des masses et ouvrant la voie à la satisfaction de leurs revendications.

Pour les masses, le coup porté contre le PT montre clairement que, bien plus que des postes électoraux, c'est le régime lui-même qui est en jeu. C'est en ces termes que s'ouvrent les combats de cette année électorale, en résultat du mouvement des masses et de la construction du PT, sous le coup des mesures répressives du gouvernement.

A partir de cette réalité, la campagne électorale du PT devient inséparable de la campagne contre la condamnation des dirigeants du

Aux travailleurs, aux étudiants, au peuple en général, aux organisations syndicales et démocratiques

Le procureur de la justice militaire a donné un avis favorable à la condamnation des syndicalistes de l'ABC, pour avoir appliqué une décision prise en assemblée. Lula et ses camarades sont menacés de condamnations qui peuvent aller jusqu'à un an et demi de prison.

Lula et ses camarades sont menacés par le régime militaire parce qu'ils ont dirigé une grève pour de meilleures conditions de vie et de travail. Nous ne pouvons accepter cette condamnation. C'est une condamnation contre tous les travailleurs ; c'est la condamnation du droit de grève ; c'est la condamnation du droit des travailleurs à décider de leur sort.

En outre, ce même régime qui veut condamner les onze syndicalistes, a décrété l'inéligibilité de ceux que lui-même condamne. Nous ne pouvons pas accepter la cassation du droit de candidature d'aucun syndicaliste. Les travailleurs, et eux seuls, doivent pouvoir décider de qui dirige leurs luttes. Ces droits démocratiques minimum sont menacés.

Et c'est en défense de ces droits élémentaires qu'a été organisé le « Comité contre la condamnation des syndicalistes de l'ABC » à Sao Paulo, pour coordonner une large campagne qui est déjà commencée dans les rues, dans les usines.

Aujourd'hui, nous en appelons à tous les travailleurs du Brésil, à tout le peuple brésilien, à toutes les organisations syndicales et démocratiques, pour que cette campagne soit menée dans tout le pays, pour que partout soient recueillies des signatures à la pétition, pour que partout soit distribué notre manifeste, et pour que soient organisées des manifestations de protestation. Nous sommes certains que, si nous sommes tous unis, il sera possible d'empêcher cette condamnation !

Adhésions au comité : syndicat des employés des banques de Sao Paulo (Tita).

Autres organisations qui participent à l'exécutif et peuvent recueillir des adhésions : syndicat des architectes de Sao Paulo : Clara ; Syndicat de la chimie de Sao Paulo : Jaime ; syndicat des ingénieurs de Sao Paulo : Cid ; syndicat des métallurgistes de Sao Bernardo do Campo : Oswaldo ; Pastorale ouvrière : Clisso ; direction centrale des étudiants de l'université de Sao Paulo : Clausa.

Adhérez au comité, formez des comités dans votre Etat, dans votre ville, dans votre quartier, dans votre profession, dans votre école.

Le jugement peut être rendu à tout moment ! Non à la condamnation de Lula, Djalma, Alemão, Rubão, Gilson, Osmarzinho, Nane, Juraci, Ze Maria, Wagner et Nelson ! Droit de grève ! Liberté syndicale ! Droit de candidature ! Levée de la loi de sécurité nationale ! A bas la dictature !

Sao Paulo, le 15 mars 1982



Une manifestation du Parti des travailleurs.

PT, pour la candidature de Lula au poste de gouverneur, précisément parce que le point de départ de la campagne est le refus de la fraude électorale du gouvernement.

Le contenu général de cette position est le combat pour le renversement de la dictature. Il est important de comprendre les formes pour lesquelles s'exprime ce contenu central pour aider les masses à centraliser leurs forces dans le combat de cette année. Les masses veulent imposer la candidature de Lula parce qu'elles veulent renverser la dictature.

Préparer l'affrontement qui vient

C'est pour cela que la campagne contre la condamnation de Lula ne peut avoir d'autre axe que la réaffirmation de sa candidature. Cette candidature est le cri de guerre des travailleurs pour les élections de 1982. Le flambeau de la démocratie — qui a trait aux intérêts de l'ensemble de la nation opprimée — se confond ici à l'affirmation de l'indépendance de classe du prolétariat exprimée dans le PT.

Le processus qui se développe à partir de ces éléments de la bataille politique de ces élections tend vers l'éclosion d'une situation révolutionnaire au Brésil. Il ne s'agit pas ici de faire des prophéties sur le dénouement des luttes en cours, mais d'éclairer le contenu général des combats de cette année, en aidant les masses à se préparer à l'affrontement qui s'approche : le gouvernement n'est pas en train d'accorder des élections démocratiques, mais tente plutôt de frapper le PT et de légitimer le jeu de la nouvelle « opposition parlementaire » permise par ses propres réformes.

Contre cela, les masses présentent leurs candidats menacés de condamnation, dans un clair refus des règles imposées par le régime, et préparent la construction de la CUT (2) indépendante. Cela signifie que d'une part le gouvernement tente d'imposer des normes électorales que les masses rejettent ouverte-

ment, et que, d'autre part, les travailleurs centralisent leur force dans le PT en même temps qu'ils se préparent à porter un coup décisif — avec la fondation de la CUT — contre un des piliers de la dictature : le syndicalisme CLT.

Tels sont les éléments qui différencient les élections de cette année des élections de 1974, 1976, 1978. Ce sont ces éléments qui contiennent potentiellement les facteurs déterminants d'une situation révolutionnaire.

La lutte pour la présentation de candidats du PT à tous les niveaux, de ceux que la classe ouvrière considère comme ses dirigeants (Lula, Olivio Dutra, etc.), contre les élections frauduleuses, centralise le mouvement du prolétariat contre la dictature et définit la direction de la classe travailleuse dans la lutte pour la démocratie.

C'est le seul terrain où puisse s'exprimer l'indépendance de classe (la construction du PT) en répondant à la nécessité d'en finir avec la dictature.

Toute tentative pour dévoyer l'intervention du PT vers une propagande abstraite basée sur la discussion de plates-formes en laissant de côté cette question centrale participe de la pression qui s'exerce pour lier le PT au « processus d'ouverture », et donc au maintien de la dictature. L'exemple le plus typique en est celui de la Convergence socialiste qui propose une plate-forme basée sur « des élections présidentielles en 1984 », introduisant ainsi dans le PT la défense du processus de pseudo-démocratisation de la dictature.

Le développement d'une campagne de masse sur le mot d'ordre de : non à la condamnation de Lula ! Droit de Lula à être candidat ! A bas la dictature !, comme expression d'un combat pour le front unique, met à nu le véritable caractère de l'« opposition » et du PCB comme piliers de la dictature et comme partie intégrante de la négation des droits démocratiques du peuple.

Imposer la volonté des masses contre la dictature

En résumé, en ce qui concerne le processus qui mûrit cette année au Brésil, on peut affirmer : a) Les éléments de confrontation qui se présentent entre le mouvement de masse et la dictature tendent vers l'ouverture d'une situation révolutionnaire.

b) D'une façon beaucoup plus aiguë que dans les élections de 1974, 1976 et 1978, il y a actuellement une confrontation des masses avec la dictature dans la mesure où se dessine un rejet ouvert des normes électorales imposées par le régime, lequel veut frapper le PT et le mouvement des masses.

c) Pour les masses, ce qui s'ouvre avec les élections, c'est la possibilité d'imposer leur volonté contre le gouvernement, à partir d'une démonstration de leur force et de l'affirmation de leurs candidats, ouvrant la voie au renversement de la dictature.

Pour le PT, il s'agit de répondre à cette volonté des masses en luttant contre la condamnation de Lula (voir notre encadré) et en maintenant jusqu'au bout, indépendamment du verdict qui devra être prononcé par le tribunal, la lutte en défense des droits politiques de Lula et des autres syndicalistes que la dictature veut casser pour interdire le droit des travailleurs à choisir leurs candidats dans ces élections.

d) Dans ce processus politique, la lutte pour la fondation de la CUT indépendante prend toute sa signification en tant que constitution d'un instrument pour renverser un des piliers de la dictature, comme instrument de lutte pour les revendications et pour la défense des droits démocratiques des travailleurs.

Dans ce sens, le congrès de fondation de la CUT peut et doit prendre position en défense de Lula et des autres syndicalistes, en défense de leur candidature.

e) Dans les termes où se présentent aujourd'hui les combats de la classe ouvrière dans cette année d'élections, la propagande pour une Constituante souveraine prend toute son acuité, dans la mesure où apparaît avec évidence l'illégitimité du régime, dans la mesure où le « train de mesures électorales » et la condamnation de Lula et des autres syndicalistes placent les masses dans une confrontation avec la répression de la dictature.

A partir de cette confrontation apparaît plus clairement la nécessité de la lutte pour la démocratie, pour le droit du peuple de choisir son gouvernement ; c'est plus clairement qu'apparaît la nécessité d'une Constituante souveraine pour que les masses exploitées et opprimées

renversent les obstacles à la réalisation de leurs revendications.

f) Pour l'OSI, qui intervient dans le PT, cette campagne doit permettre la construction du PT comme parti de masse contre la bourgeoisie et, dans ce combat, de construire la IV^e Internationale au Brésil, au sein de l'avant-garde ouvrière regroupée dans le PT. »

Approuvé à l'unanimité
V^e Congrès de l'OSI
février 1982

(1) Les intertitres sont de la rédaction de *Tribune internationale-La Vérité*.

(2) CUT : Centrale unique des travailleurs.

COMITE CONTRE LA CONDAMNATION DE LULA ET DES SYNDICALISTES DE L'ABC.

MANIFESTE

Une menace pèse sur Lula et d'autres syndicalistes de l'ABC. Le procureur général de la justice militaire a proposé au Tribunal militaire supérieur de maintenir la condamnation de Lula et des syndicalistes qui étaient à la tête de la grève des métallurgistes en 1980, en réaffirmant ainsi dans ce recours la décision du II^e Tribunal militaire de Sao Paulo.

Pourquoi Lula et ses camarades passent-ils en jugement et sont-ils menacés de condamnation ? Parce qu'ils ont été fidèles à leur mission et aux décisions prises dans les assemblées de travailleurs où régnait la plus large démocratie. Parce que nous vivons sous un régime dominé par des patrons et des militaires, où l'arbitraire et l'oppression sont permanents. Parce que le peuple ne peut avoir la jouissance et l'exercice des libertés démocratiques, parmi lesquelles en premier lieu la liberté et l'autonomie syndicale, sans parler du droit des travailleurs et de tout un peuple à présenter ses candidats aux élections. Parce que dans ce régime répressif et illégitime, la grève est toujours une affaire de police. Parce que la dictature militaire ne tolère pas l'organisation du peuple pour lutter pour ses droits, et écrase systématiquement tous ceux qui dirigent les mouvements dans ce sens.

Ainsi Lula et les autres syndicalistes inculpés s'ajoutent aux milliers de victimes de la dictature. Pour nous, travailleurs, ils n'ont jamais commis aucun crime et ne devraient jamais être assis au banc des accusés. Cette place devrait être réservée aux usurpateurs du pouvoir, aux corrompus, à ceux qui torturent et aux exploités. Les syndicalistes ne peuvent être jugés que par nous, les travailleurs, dont ils sont la direction, et par personne d'autre.

Nous ne reconnaissons pas la légitimité de ce gouvernement à juger qui que ce soit, encore moins nos dirigeants. Et notre jugement est simplement celui-ci : non seulement ils sont innocents, mais ce sont des héros de notre classe, la classe travailleuse. C'est ainsi qu'ils passeront dans l'histoire. Que les dictateurs entendent notre cri : il n'y a pas d'oppression qui ne puisse être vaincue ! Assez de condamnations injustes ! Le peuple exige la non-condamnation de Lula et des autres syndicalistes !

Le comité.

GUATEMALA : APRES LES ELECTIONS TRUQUEES

La crise de la dictature s'approfondit

Organisées pour consolider la dictature militaire et lui donner une « légitimité démocratique », les « élections » du 7 mars dernier au Guatemala ont provoqué une brutale accélération de la crise politique qui secoue les sommets de l'oligarchie dominante, et sont apparues à l'échelle mondiale comme la caricature même d'une farce électorale.

Alors que le vote était obligatoire, la dictature avait décidé des sanctions pour les abstentionnistes (amendes variant entre deux et vingt dollars, peines de prison pouvant aller jusqu'à 60 jours). Les fonctionnaires qui n'auraient pas voté risquaient de se voir retirer un mois de traitement. La carte d'identité exigible lors de tout contrôle devait être tamponnée au moment du vote. Enfin, l'armée avait quadrillé les secteurs qu'elle contrôle pour imposer la participation des masses paysannes et ouvrières, déplaçant des villages entiers dans des camions militaires, à la pointe des baïonnettes.

MALGRE ce dispositif imposant, le régime militaire n'a pu enregistrer officiellement que 49 % de participation électorale, parmi les 2 300 000 électeurs qui devaient élire un président, un vice-président, un Congrès de 67 députés et les municipalités des villes de plus de 30 000 habitants.

Sur les 49 % de votants, on a compté 10 % de bulletins blancs ou nuls alors que dans de très nombreux bureaux de vote, le vote sans isoloir était quasiment public.

Officiellement donc, ce n'est que 40 % du corps électoral que se sont partagés les quatre candidatures de droite et d'extrême-droite qui se présentaient. Mais, face au vainqueur proclamé, le général Anibal Guevara, les trois autres formations ultra-réactionnaires ont dénoncé le gonflement artificiel du corps électoral qui a vu ainsi des villages entiers, rasés depuis des mois par l'armée, « voter ». C'est donc un pourcentage de participation bien inférieur à celui qui est officiellement annoncé qu'ont connu ces élections.

Arrestation... des trois autres candidats

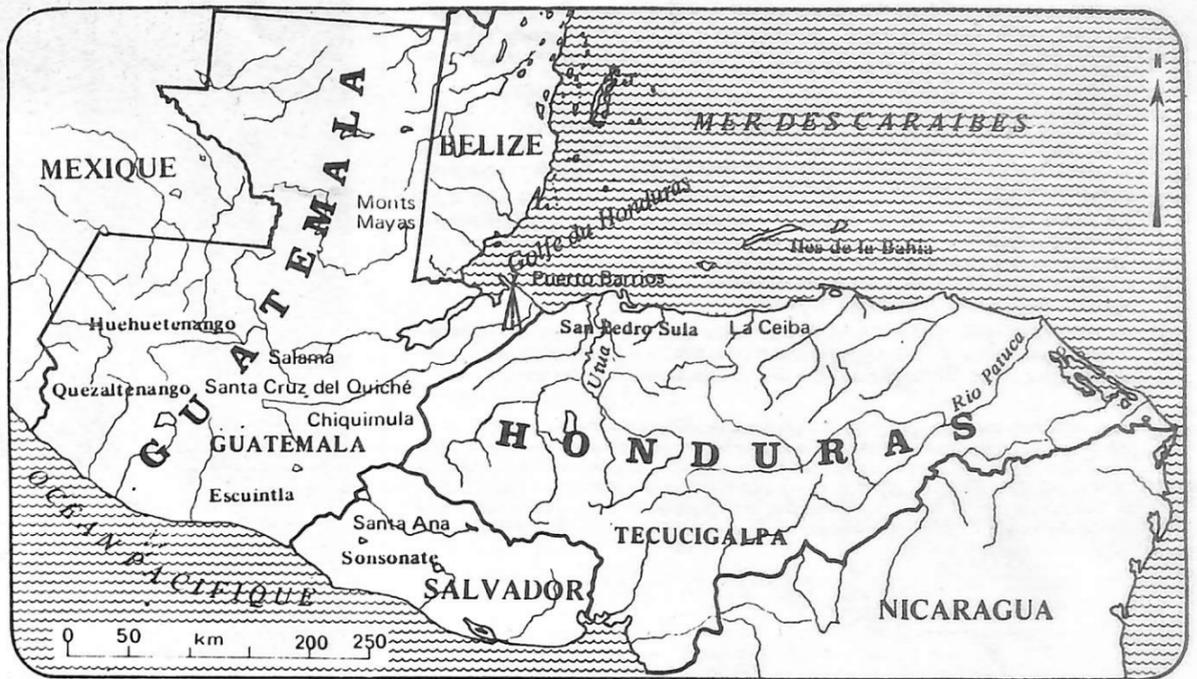
Le trucage et l'échec des « élections » sont tels que les trois formations « battues » ont exigé l'annula-

tion pure et simple des élections. Dès le soir, elles retiraient tous leurs scrutateurs des tables de vote et organisaient le 9 mars, alors qu'avec 5 % des votes dépouillés Guevara se proclamait vainqueur avec 38 % de voix, une délégation en direction du palais présidentiel pour présenter leur demande d'annulation des élections.

La police, après avoir dispersé les journalistes à coup de grenades lacrymogènes, arrêtait alors les trois représentants de ces formations, qui avaient pourtant participé depuis des mois à la mise en place de la mascarade électorale qu'elles étaient maintenant amenées à dénoncer.

Mario Sandoval, lié aux grands propriétaires fonciers, dirigeant du Mouvement de libération nationale (MLN), président du Congrès entre 1970 et 1974, vice-président du Guatemala en 1974-1978. Son parti, arrivé en deuxième position selon les résultats officiels, est structuré sur le modèle de la phalange espagnole et de Fuerza Nueva, parti qui regroupe une partie des franquistes putschistes espagnols, et est le vivier des groupes paramilitaires les plus efficaces du Guatemala.

Son programme est l'extermination totale des « communistes » et la multiplication des effectifs militaires, qui « devraient être autorisés



à poursuivre jusqu'au Mexique » les paysans guatémaltèques qui fuient l'extermination par les militaires.

Alejandro Maldonado, dirigeant de la coalition Union Opositora (UNO), qui regroupe la démocratie chrétienne et le Parti national rénovateur (PNR), qui vient d'une scission du MLN en fin 1977. Majoritaire dans la capitale, cette coalition était classée en troisième position par les résultats officiels.

Maldonado, ancien dirigeant du parti fasciste MLN et leader du PRN, se classe lui-même au centre droit. Il a été ministre de l'Éducation du général dictateur Arano Osorio en 1970, et ambassadeur à l'ONU de l'actuel dictateur Romeo Lucas. Bien que sa candidature ait créé des tensions dans des secteurs de la démocratie chrétienne qui lui

reprochaient son passé fasciste, il était le candidat préféré de l'impérialisme US, se prononçant tout à la fois pour l'écrasement de la guérilla et pour une négociation avec des secteurs qui pouvaient être liés à elle.

Gustova Anzueto Vielman, ministre des Travaux publics du dictateur Arana entre 1970 et 1974, fondateur de la Main Blanche (Mano Blanca), groupe paramilitaire d'extrême-droite, lié aux secteurs industriels regroupés par Arana, dirigeant de la Centra authentique nationaliste (CAN) pour laquelle la lutte antiguerilla doit être totale mais combinée à des mesures visant à stimuler la production par une « libéralisation totale de l'économie guatémaltèque ».

200 paysans assassinés

Face à eux, le « vainqueur » proclamé, le général Anibal Guevara, ex-ministre de la Défense de Romeo Lucas jusqu'en août 1981, dirigeant de la coalition Front démocratique populaire (FDP), regroupant les diverses camarillas gouvernementales. Il représente la continuité du régime de Romeo qui a organisé et couvert 13 500 assassinats pour la seule année 1981, dans un pays de 7 000 000 d'habitants.

C'est ainsi que le jour même de la proclamation de la « victoire » de Guevara, la presse du Guatemala annonçait l'assassinat de 200 paysans, décapités au « machete » « par des hommes armés », femmes et enfants compris, dans quatre hameaux du département du Quiché (ouest du pays), où l'armée a lancé depuis quelques mois des opérations antiguerilla.

Dans ce pays où par exemple les secteurs modérés de la démocratie chrétienne ont vu en trois ans 200 de leurs dirigeants assassinés par les groupes paramilitaires d'extrême-droite, toutes les organisations ouvrières, syndicales et populaires sont illégales et féroce ment pourchassées. L'ensemble des organisations de la guérilla (voir *Tribune internationale* n° 2), regroupées depuis le début du mois de février 1982 dans l'Unité révolutionnaire guatémaltèque et qui étendent leur activité à tout le territoire, avaient appelé au boycott de la « farce électorale ».

Les trois formations ultra-réactionnaires décidaient ultérieurement de ne pas occuper leurs sièges parlementaires en signe de protestation contre la fraude électorale et

comme pression pour que se réalisent de nouvelles élections. Elles demandaient l'autorisation de manifester pour exiger l'annulation de la procédure électorale, et les trois candidats perdants annonçaient qu'ils se refusaient à légitimer les nouvelles autorités et à participer à la vie politique. Ils cherchent à obtenir le soutien du patronat pour paralyser l'économie du pays par une grève générale et forcer ainsi la main au gouvernement.

De son côté, le ministre guatémaltèque de l'Intérieur qualifiait de « tactique communiste » l'appel des groupes d'opposition à une grève nationale des secteurs de production.

Un échec important

Les trois candidats civils alliés jusqu'à maintenant pour la réalisation de nouvelles élections proposaient au président « élu » Guevara de renoncer à son « triomphe frauduleux » et sollicitaient de l'administration nord-américaine qu'elle fasse pression sur le gouvernement guatémaltèque pour qu'il annule les « élections ».

L'administration Reagan, qui attendait la réalisation de ces « élections » pour pouvoir légitimer face au Congrès et au peuple américain une reprise de l'aide militaire pour le Guatemala, a été amenée à demander que soient fournis rapidement par le gouvernement du Guatemala des éclaircissements « sur les importantes irrégularités » commises lors des « élections ».

Alors que, selon les dépêches d'urgence, au Guatemala, les activités de la guérilla « prennent des proportions presque aussi grandes qu'au Salvador », appuyées sur la haine et le combat des masses contre la sanglante dictature, alors que la crise économique frappe de plein fouet l'économie dépendante de l'impérialisme US (la fuite des capitaux est telle que, dans les seules banques de Miami, se sont réfugiés deux milliards de quetzales — 1 quetzal est équivalent à 1 dollar américain) et que le chômage s'étend, l'échec des « élections » du 7 mars a déclenché une crise politique aux conséquences incalculables.

C'est un échec retentissant pour l'impérialisme américain qui entendait faire de ces « élections » un test pour l'autre opération électorale organisée par ses soins, le 28 mars, au Salvador.



SALVADOR : LA MASCARADE ELECTORALE

Une opération qui a déjà fait faillite

Pour l'éditorialiste du grand quotidien américain le *New York Times*, ceux qui critiquent l'administration Reagan assurent que celle-ci n'a pas de « politique cohérente à l'égard de l'Amérique centrale, mais passe plutôt d'une initiative et d'une ligne d'action à une autre ».

Et l'éditorialiste ajoute : « Une confusion supplémentaire sur les intentions du gouvernement a été provoquée par les déclarations faites par Haig samedi dernier », déclarations selon lesquelles « le problème du Salvador était un problème global et que les Etats-Unis devaient impliquer l'Union soviétique, Cuba et d'autres nations latino-américaines dans la recherche d'une solution. Lundi, M. Haig précisait ses remarques en assurant que cela ne veut pas dire que les Soviétiques ou les Cubains devraient être invités à la table de négociations. Nullement ! »

VOILA, au niveau de la formulation en tout cas, bien des confusions et des contradictions dans l'expression de la politique américaine. Elles se manifestent à quelques jours de la date prévue pour les élections au Salvador, pourtant pièce maîtresse de la stratégie de Reagan car destinées à donner à la junte de Duarte la caution d'une « consultation démocratique ».

C'est un fait qu'avant même leur réalisation prévue pour le 28 mars prochain, les « élections » organisées au Salvador, alors que l'état de siège se poursuit et que la guerre civile fait rage, commencent à disloquer les forces regroupées autour de la junte militaire et démocrate-chrétienne.

La possibilité de voir le parti démocrate-chrétien perdre ces « élections » pourtant faites sur mesure pour qu'il les gagne, la conduit à en envisager le report. Le parti d'extrême-droite, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), dirigé par l'ex-major de l'armée Roberto d'Aubuisson, s'oppose absolument à ce report ainsi que le Parti de conciliation nationale (PCN) qui fut au gouvernement de 1960 à 1979.

Un modèle de type chilien

Selon des enquêtes réalisées entre le 10 janvier et le 10 février à la demande de l'ambassade américaine, et qui, bien sûr, dans les conditions du Salvador, n'ont qu'une valeur relative, la droite la plus extrême représentée par l'ARENA et le PCN arriverait à obtenir 40 % des intentions de vote, la démocratie chrétienne de Napoléon Duarte, président de la junte, n'arrivant seulement qu'à 20 %. Le programme de l'ARENA est celui d'une guerre sans quartier contre la guérilla et l'application à l'économie d'un modèle de type chilien.

Si ces sondages sont exacts, l'ARENA et le PCN pourraient avoir la majorité absolue parmi les 60 membres de la prochaine « Assemblée constituante » qui devrait nommer un gouvernement provisoire jusqu'à ce qu'elle élabore la nouvelle Constitution et que se tiennent des élections législatives.

L'état de tension est tel parmi les partisans de la junte que l'ARENA et la démocratie chrétienne s'accusent mutuellement d'attentats armés dont ont été victimes leurs militants. Roberto d'Aubuisson, le leader de l'ARENA, qui a subi lui-même un attentat il y a peu, accuse récemment les démocrates-chrétiens d'être des « communistes voleurs qui sont en train d'éviter que l'armée applique les normes adéquates pour combattre la subversion ».

Des bruits ont amplement circulé, repris par la radio du FMLN (*Radio Venceremos*), de l'existence d'un complot dans les rangs de l'armée régulière, dont le vice-président du

Salvador, le général Abdul Gutierrez, serait le chef, afin de sauver la junte d'une déroute électorale et barrer en même temps la route à l'ARENA. Bruyamment démentis par Napoléon Duarte, ces bruits n'en étaient pas moins le signe des graves tensions qui secouent les cliques politiques de l'oligarchie salvadorienne et qu'aiguise la préparation des élections.

C'est que, s'appuyant sur la résistance acharnée des masses salvadoriennes qui luttent pour leur droit à la vie et à la liberté, les activités de la guérilla, dont les représentants ont appelé au boycott de la farce électorale, ont pris un cours plus offensif encore dans les dernières semaines. Ainsi par exemple, l'attaque simultanée le lundi 7 mars de trois villes parmi les plus importantes du Salvador, Santa Ana (200 000 habitants), San Miguel (160 000 habitants) et San Vicente (65 000 habitants), par des centaines de guérilleros, mettant pendant un temps les garnisons de l'armée sur la défensive en attendant les renforts et permettant l'occupation de la cinquième partie de la ville de San Miguel et de toute la zone est de San Vicente.

Et cela venait quelques jours après l'offensive déchaînée par plus de 2 000 soldats appuyés par l'artillerie et l'aviation, contre la position occupée par le FMLN depuis des mois sur le volcan de Guazapa, à 40 km seulement de la capitale.

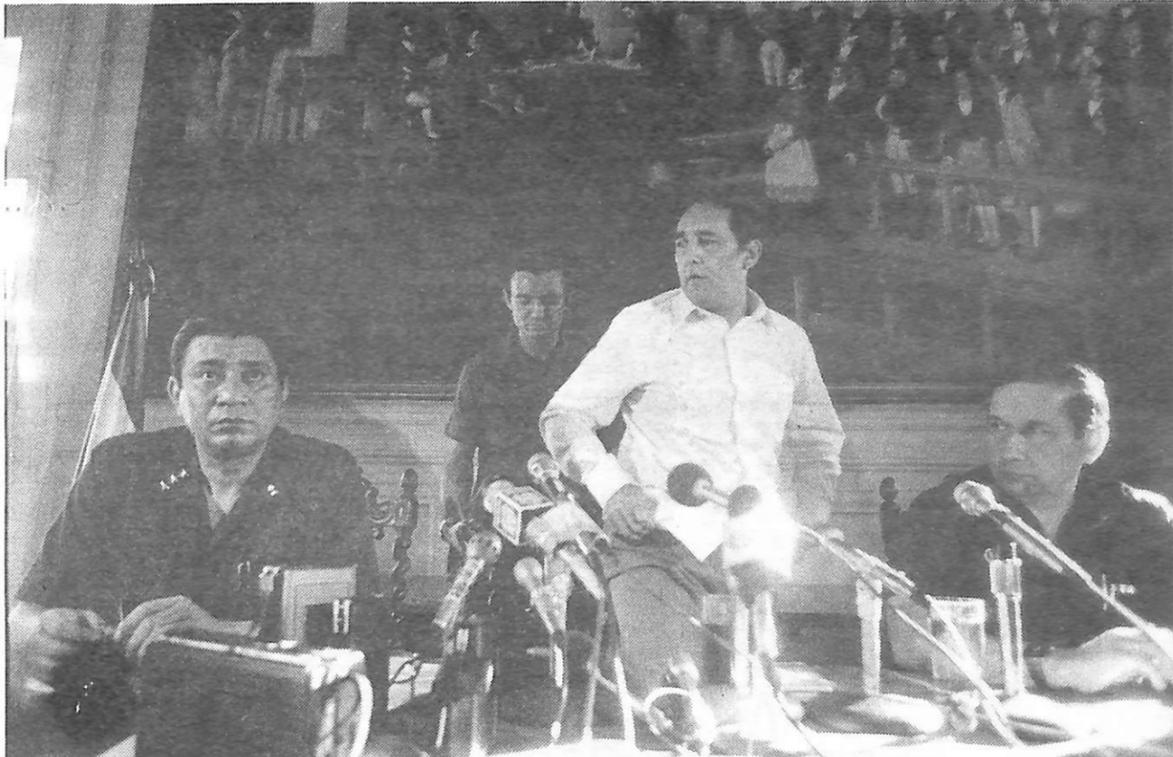
La guérilla réussissait à manœuvrer pour éviter l'affrontement, tendant dans sa retraite des embuscades meurtrières à des colonnes de l'armée, alors qu'une fois l'offensive finie, l'armée évacuait la position, ne pouvant la maintenir et permettant une récupération par la guérilla.

Dans les faubourgs mêmes de la capitale

Enfin, dans ces derniers jours, c'est dans les faubourgs mêmes de San Salvador, fief de la junte militaire, que la guérilla portait son offensive. Le ministre de la Défense de la junte était amené à déclarer publiquement que sans aide extérieure, ils ne pouvaient venir à bout de l'activité de la guérilla, ce qu'affirmait à son tour le responsable de la CIA américaine.

C'est la résistance acharnée des masses salvadoriennes qui est à l'origine des tensions et des divergences entre les cliques politiques de l'oligarchie, des éléments de décomposition du régime.

Les « élections » du 28 mars au Salvador étaient une pièce clé du plan de l'administration Reagan dont le président rappelait les motifs le 24 février en présentant son plan d'aide à la région : « La région du Caraïbe est une artère vitale stratégique et commerciale des Etats-Unis, presque la moitié du commerce des Etats-Unis, deux tiers de notre pétrole importé, plus



La junte militaire et démocrate-chrétienne.

de la moitié de nos importations de minerais stratégiques passent par le canal de Panama ou le Golfe du Mexique. » « Il faut éviter, disait-il, que de nouveaux Cuba surgissent des ruines des conflits d'aujourd'hui. »

Avec la « légitimation démocratique » du 28 mars, il s'agissait de « légitimer » une aide militaire accrue, Reagan menaçant d'intervenir dans la zone, à l'abri du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) (1) et ayant besoin pour cette éventualité d'un gouvernement « légitime » au Salvador.

La violence impérialiste

Cette orientation, dans laquelle s'inscrivent les « élections » du 28 mars, s'accompagne du plan d'aide qui consiste à octroyer 350 000 nouveaux millions de dollars aux pays centro-américains amis, à exempter de droits de douane toutes les exportations de ces pays vers les USA sauf les textiles (2), à aider les entreprises nord-américaines décidées à investir en Amérique centrale, mesures dont l'expérience antérieure a démontré qu'elles conduisent en fait à renforcer les oligarchies au pouvoir.

Et surtout, ces mesures ne peuvent camoufler qu'elles s'accompagnent d'une augmentation d'aide militaire aux dictatures de 60 millions de dollars.

Pourtant, quand l'ambassadeur américain au Salvador Deane Hinton (3) déclarait dans les mêmes semaines : « Pour vaincre la guérilla il faut l'appui du peuple, et aucun peuple n'appuiera librement un régime qui pendant tant de temps a violé ses droits », il exprimait la position de nombreux cercles de l'impérialisme US inquiets des risques d'un engagement sans issue en Amérique centrale.

En même temps, alors qu'au Congrès et au Sénat de nombreux représentants démocrates et républicains se prononcent pour éviter un engagement direct de l'impérialisme US et contre l'aide militaire, pour ouvrir des négociations avec les représentants de la guérilla, etc., de nombreux secteurs des masses américaines commencent à se mobiliser avant déjà toute intervention américaine (manifestations à Washington mêlant la lutte contre les mesures d'austérité et contre l'enga-

gement et l'aide militaire au Salvador, mouvements importants d'universitaires sur la même orientation).

Dans de nombreux sondages, une majorité écrasante se prononce contre toute intervention, et y compris contre toute aide militaire au Salvador.

Cependant, l'impérialisme américain accroît son aide directe au gouvernement de Duarte : c'est ainsi que de nouvelles unités de l'armée salvadorienne seront entraînées par les soins de l'armée US dans la zone du canal de Panama.

La pression et les menaces ont augmenté contre le gouvernement du Nicaragua qui a été amené à proclamer l'état d'urgence alors que les attentats et les activités de bandes somozistes opérant à partir du Honduras se sont multipliées. L'existence d'un « plan d'action » de la CIA pour « stabiliser » le Nicaragua a été révélé.

« L'activité diplomatique »

Dans cette situation, même si Reagan maintient sa défense des « élections » du 28 mars et si l'impérialisme intensifie son intervention sur tous les terrains, il est amené en même temps à préparer les conditions d'une autre issue afin d'étouffer les aspirations des masses salvadoriennes dans d'autres conditions. Les récentes discussions entre Haig et Casteneda (ministre de l'Extérieur du gouvernement du Mexique) laissent percer l'ouverture vers l'organisation d'une négociation globale en Amérique centrale, visant à préserver les positions de l'impérialisme et incluant Cuba et le Nicaragua, et intégrant des discussions bilatérales avec l'URSS.

Ces démarches sont parallèles à l'offre de paix du 21 février faite par le président du Mexique Lopez Portillo, à Managua, capitale du Nicaragua. Celle-ci incluait la proposition de médiation du Mexique « dans la crise qui oppose les USA au Nicaragua et à Cuba », appelait à « un compromis entre les solutions institutionnelles avancées par la junte au Salvador et celles du FMLN (ouverture de négociations) ».

De Washington, où il était en tournée, le représentant du FDR salvadorien, M. Hongo, déclarait qu'il était prêt à « des négociations immédiates avec la junte, avant ou

après les élections du 28 mars », alors que Castro manifestait son accord avec le plan de Lopez Portillo.

A ce sujet, le *Financial Times* du 18 mars écrit, sous la plume de son correspondant en Amérique latine : « La clé de voûte des négociations actuelles pour ramener la paix en Amérique centrale se trouve d'après le gouvernement mexicain dans la réalisation d'un accord entre La Havane et Washington. Le président Lopez Portillo et ses conseillers qui ont organisé en novembre dernier une rencontre secrète entre Alexander Haig et le vice-président cubain Rodriguez manifestent un espoir prudent quant à la possibilité d'une telle solution. »

Washington y trouverait une diminution des activités cubaines en Amérique centrale tandis que le gouvernement de Castro bénéficierait d'une réduction de la pression américaine sur l'économie extrêmement vulnérable de l'île. »

Le renforcement de l'aide militaire directe à la junte s'accompagne donc d'une activité diplomatique diversifiée et intense. Mais le terrain sur lequel opèrent et l'une et l'autre n'est pas stable pour l'impérialisme : c'est ce que matérialise la situation au Salvador même, à la veille des élections. Et c'est ce que manifeste la situation au Guatemala analysée par ailleurs comme la radicalisation des masses au Nicaragua face aux menaces et à la pression accrue de l'impérialisme.

Nul doute que dans ce contexte, non seulement la mascarade électorale prévue pour le 28 mars ne règlera rien — cela, tout le monde le constate —, mais qu'inexorablement, elle marquera un moment dans l'approfondissement de la crise de la junte.

J. Robles

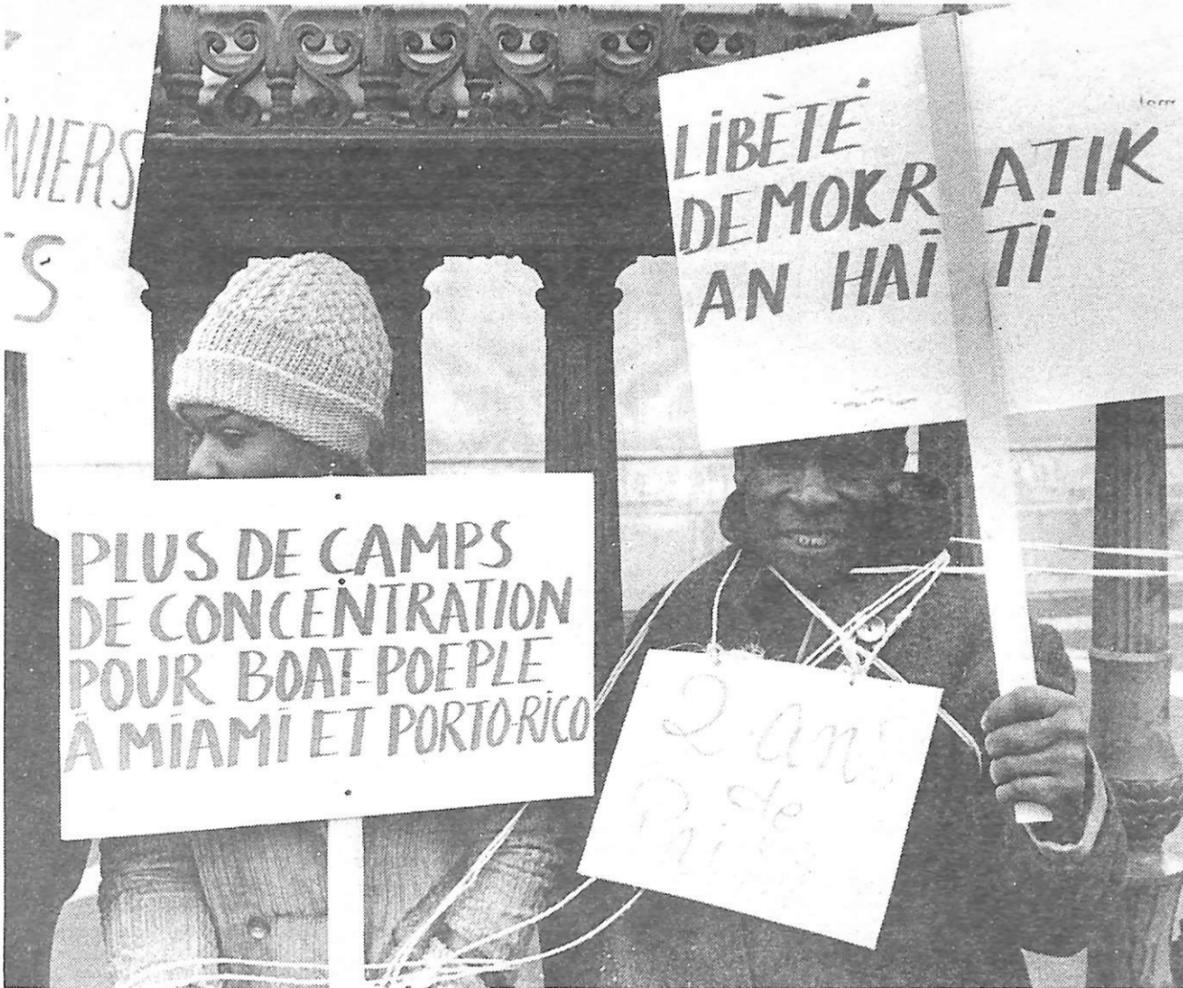
(1) Traité signé par presque tous les pays américains en 1947, qui justifie l'intervention de pays tiers dans un conflit en faveur de l'agressé si on prouve l'existence de l'agression.

(2) Mesure limitée, puisque déjà 87 % de ces produits sont exemptés de droits de douane.

(3) Hinton est pourtant l'un des créateurs des « hameaux stratégiques » au Vietnam et classé comme un dur de l'équipe Reagan.

HAÏTI

L'impérialisme au chevet de l'odieuse dictature de Duvalier



Manifestation à Paris, le 17 novembre 1981, pour la libération des prisonniers politiques en Haïti.

Depuis plusieurs mois, les médias et les organes de presse de la bourgeoisie, dans les différents pays, accordent une attention soutenue à ce qui se passe dans le pays où règne, depuis un quart de siècle, le clan Duvalier. La presse a paru découvrir le calvaire du peuple d'Haïti, depuis le drame des boat-people, lorsque le 26 octobre dernier, 35 réfugiés haïtiens se sont noyés à moins d'un kilomètre des côtes américaines.

Cette noyade collective suivait de quelques heures la première interception d'un bateau de réfugiés, en haute mer, par les garde-côtes US, à la suite de l'accord conclu entre Duvalier et Reagan afin d'empêcher l'émigration haïtienne illégale vers les USA. A peine les 57 réfugiés avaient-ils été « récupérés » par le navire garde-côte « Chase » que le petit voilier sur lequel ils avaient fui leur pays était englouti par les flots.

JUSQU'AUX semaines qui ont précédé l'accord conclu entre Reagan et Duvalier pour la chasse au réfugié illégal, les boat-people arrivaient chaque semaine par milliers sur le territoire américain à l'aide de toutes sortes d'embarcations de fortune.

En 1980, on a évalué entre 1 200 et 1 300 par mois le nombre des réfugiés qui parvenaient illégalement aux USA. En 1981, le flux avait pris un caractère nettement plus massif, et c'est près de 50 000 personnes en deux ans qui se sont lancées dans l'aventure.

Conjointement à la chasse à l'homme, le gouvernement américain décidait de procéder à l'internement des boat-people haïtiens qui ne seraient attrapés qu'à leur arrivée sur le territoire des Etats-Unis.

« (...) Je ne crois pas que les Haïtiens acceptent de payer 1 000 à 2 000 dollars un passeur, de risquer leur vie en traversant la mer et d'être finalement détenus. » En d'autres termes, rien n'est réglé par l'internement des réfugiés, au con-

traire, explique le sénateur républicain de Floride, Mme Paula Hawkins.

C'est ce qu'explique lui aussi un autre expert, avocat du centre des réfugiés de Miami : « On a brisé (en les internant) l'espoir de ces gens. Ils ont tout risqué pour chercher la liberté et ne trouvent rien d'autre que la prison. »

Prisonniers à Fort Drum « pour une durée illimitée »

Pour justifier l'injustifiable, pour justifier l'internement de milliers de Haïtiens, le gouvernement Reagan, qui tient à bout de bras le régime haïtien, doit les qualifier de « réfugiés économiques »... Comme si cela pouvait rendre ses mesures admissibles, comme si les conditions économiques misérables qui règnent en Haïti n'étaient pas elles-mêmes le produit du délabrement de l'agriculture, de l'absence de développement d'une industrie productive dans un pays mis en coupe réglée par une dictature, son chef et toute sa clique de policiers macou-

tes, baptisés ou non du nom moins compromettant de « volontaires nationaux ». Comme si à l'origine de la situation, ne se trouvaient pas des facteurs politiques !

Mais parce que, selon le porte-parole du département de la Justice des Etats-Unis, M. Art Brill, « les lois existantes rendent très difficile de renvoyer les Haïtiens chez eux (ils resteront) en prison à Fort Drum pour une durée illimitée... » La base de Fort Drum, située dans une région au climat très rigoureux, peut accueillir jusqu'à 5 000 détenus, et il a été prévu qu'elle remplacera tous les « centres d'accueil » existants (Porto Rico, Miami).

Plus de 500 000 Haïtiens vivent actuellement aux USA (certains parlent même de 800 000 personnes). Au sein de cette population essentiellement prolétarienne, se développe une mobilisation contre les mesures décidées par Reagan à l'égard des réfugiés.

Le combat engagé par les internés eux-mêmes et les émigrés haïtiens à Miami a valeur de symptôme du mouvement de réorientation et d'organisation politique au sein du peuple haïtien, pas seulement aux Etats-Unis, mais à Haïti même.

De violents affrontements

Le 3 septembre 1981, des réfugiés avaient tenté de s'évader et une quinzaine d'entre eux furent blessés par les forces de police. Peu après le petit déjeuner du matin, plusieurs centaines de réfugiés (le camp de Krome en comprenait 1 100 alors qu'il était prévu pour en « héberger » 869) refusèrent de se mettre en rang pour l'appel, puis ils bombardèrent de pierres les forces de sécu-

rité du camp, démolirent un grillage, ce qui permit à une centaine d'entre eux de sortir du camp.

Après avoir encerclé et poursuivi les évadés, c'est à coups de grenades lacrymogènes que les gardiens du camp les ramenèrent. Dans les affrontements, une quinzaine d'internés furent blessés, et une trentaine placés en isolement.

Le lundi suivant, une grève de la faim fut déclenchée ; de son côté, la communauté haïtienne de Miami chercha à manifester autour du camp pour encourager les grévistes. La police reçut la consigne d'interdire les abords du camp, ce qui provoqua de violents affrontements (ce que relève avec un peu d'étonnement la presse américaine qui paraît stupéfaite du manque de docilité des Haïtiens).

Pour les tenants de l'ordre bourgeois, il est un autre symptôme inquiétant qu'il faut mettre en relation avec tout cela et qu'a relevé le quotidien bourgeois français *Le Monde* : une grève d'ouvriers haïtiens de Miami, la première aux USA de la part d'ouvriers haïtiens, contre un de ces patrons qui sont légion aux USA à être friands d'une main-d'œuvre réputée docile et frugale grâce aux bons soins de la dictature « macoutiste ».

L'inquiétude grandit

Cette mobilisation s'est amplifiée au mois de janvier : le 2 janvier, 1 000 manifestants ont défilé dans les rues de Brooklyn, protestant contre les mauvais traitements infligés aux intéressés et pour qu'ils reçoivent l'asile politique.

Le 10 janvier, ce sont 10 000 manifestants qui participent à la marche de Washington, exigeant : le statut de réfugié politique, le retrait des navires US des eaux haïtiennes et la cessation de tout soutien américain à la dictature de Duvalier.

Il convient de prendre en considération le courant de sympathie qui, au-delà du prolétariat noir, amène les organisations noires à s'engager contre Reagan, à partir de la question des réfugiés haïtiens, et qui devient un élément du développement de la lutte des classes aux USA mêmes.

L'adjoint de l'attorney général déclarait à propos des « incidents » de Krome que « les autorités avaient renforcé les forces autour du camp » et que « si les gardes fédéraux n'étaient pas armés, ils avaient des armes à portée de la main ».

Dans toutes ces actions, l'état d'atomisation des masses haïtiennes (de l'intérieur et de l'émigration), consécutif à la destruction par Duvalier des organisations ouvrières et démocratiques (dans les années 1957-1963), commence à être surmonté. Ce sont des dizaines d'associations à vocation syndicale et de regroupements de caractère politique qui se constituent.

La combativité de l'émigration haïtienne, la résistance des internés qui surprennent tant les autorités américaines ne sont pas sans rapports avec le mûrissement de la crise à Haïti même. Il sera nécessaire de revenir dans un prochain article sur l'évolution de la situation à Haïti. Mais, dès à présent, quelques éléments permettent de comprendre pourquoi l'inquiétude grandit, et l'enjeu que représenterait pour

l'ordre impérialiste international la chute de l'odieuse dictature duvaliériste.

Les remaniements ministériels se succèdent presque journalièrement. En mars-avril derniers, des piliers essentiels du « macoutisme », fondateurs du régime avec François Duvalier, avaient été écartés du pouvoir et, pour certains, mis en cause devant les tribunaux comme Luc Désir, chef de la police secrète et le colonel Valmé, chef des casernes Dessalines.

La sollicitude de l'impérialisme

En janvier, les « durs » du macoutisme sont revenus en force et de nouveaux déplacements d'influence viennent encore de se produire dans les derniers jours. Quelles cliques l'ont-elles provisoirement emporté, et dans quel sens ? Une chose est claire, il faut toute la sollicitude contre-révolutionnaire des gouvernements impérialistes pour que se maintienne le pouvoir de l'héritier de Duvalier.

Ainsi, on apprit à Port-au-Prince, le 5 septembre 1981, que la Banque interaméricaine de développement (IAD) a accordé à Haïti un financement de 6 700 000 dollars. Le 17 novembre, le gouverneur adjoint de l'Etat de Floride déclare que « le climat économique en Haïti est particulièrement favorable aux investissements américains » et que « le travailleur haïtien ne doit pas être pénalisé par un autre chapitre de l'histoire haïtienne ou à cause de ce que certaines personnes pensent de son gouvernement ».

Le 11 décembre, les milieux officiels de Port-au-Prince annoncent que la RFA accordera à Haïti une assistance financière de 10 millions de Deutschmarks pour la construction d'une centrale hydro-électrique. De son côté, l'ambassadeur allemand précise que son gouvernement se sent « encouragé » par les récentes mesures de réforme fiscale et de restriction budgétaire, et que surtout la décision du président Duvalier de fiscaliser la régie du tabac a retenu l'attention de Bonn. Cette dernière mesure fait partie des exigences dites d'assainissement formulées par les experts américains, il y a déjà près de deux ans.

De son côté, la Banque nationale d'Haïti annonce le 31 décembre que le FMI accorde à Haïti un financement compensatoire de 20 millions de dollars. Pour être plus précis, ce prêt vise à permettre en particulier le règlement d'« importations souvent excessives de biens de consommation étrangers, en particulier dans le domaine économique ». En clair, le peuple haïtien, en remboursant le FMI, devrait payer pour la corruption de la clique duvaliériste, pour ses exploiteurs.

Le 6 janvier, l'AFP annonçait qu'« une nouvelle mission de hauts fonctionnaires de la Chambre des représentants visitera Haïti du 7 au 13 janvier ». Les différents créanciers, dont quelques-uns laissent de temps à autre couler une larme de crocodile sur le sort des « pauvres Haïtiens », sont intéressés, on le voit à la lecture de ces chiffres de millions de dollars versés à la dictature, à ce que le peuple de ce pays n'y brise pas ses chaînes ; qu'il ne brise ni celles de la dictature, ni les chaînes des dettes contractées auprès des banques ! A. J.

ALGERIE, 20 ANS APRES LES ACCORDS D'EVIAN

L'impasse du régime Chadli

Le 5 mars 1982, le pouvoir a organisé des élections générales pour renouveler l'Assemblée populaire nationale (APN).

« Pour une Assemblée dynamique et responsable », écrit *El Moudjahid* du 2 mars, le journal du FLN, qui précise la fonction de l'APN :

« Si la première APN a renforcé considérablement les institutions et approfondi le concept de la continuité constitutionnelle, la seconde traduira davantage les aspirations du peuple, par sa fonction de protection de l'intérêt général... L'APN ne sera ni une chambre d'enregistrement, ni une Assemblée de type parlementariste occidental. Elle accomplira convenablement et honorablement sa mission en l'inscrivant dans le cadre du parti et en étendant l'activité législative à tous les domaines de la vie économique, sociale, culturelle, scientifique et aussi de contrôle. »

La dernière APN a été « dynamique », puisqu'en 5 ans, les députés ont adopté 55 textes législatifs importants, les budgets annuels et le plan quinquennal 1980-1984.

Elle a été « responsable », puisque tous les textes adoptés correspondent aux exigences du pouvoir : les Codes pénal et de procédure légale, de l'information et des libertés réglementant la liberté d'expression, d'organisation et d'information des citoyens ; le Code des douanes, des assurances et des marchés publics, qui permet la libre circulation des capitaux et le transport de fonds à l'étranger, la « restructuration » des grandes sociétés nationales en unités autonomes, la « décentralisation » qui attribue aux assemblées locales (APC) et régionales (APW) de larges pouvoirs pour aider les petites et moyennes entreprises.

En fait, avec le nouveau projet sur les investissements et la création prochaine d'une « instance nationale » pour développer et coordonner les crédits au secteur privé, c'est tout un dispositif législatif qui fait du secteur public le support du secteur privé. De même, la réforme de la Sécurité sociale, la généralisation de la Gestion socialiste des entreprises (GSE) corporatiste comme

l'adoption du Statut général du travailleur (SGT) qui lie le salaire à la productivité du travail, ce sont les lois qui permettent l'exploitation forcée des travailleurs et l'intégration plus complète du syndicat, l'UGTA, dans les structures étatiques.

La nouvelle Assemblée populaire nationale, composée de 55 permanents du FLN et de 142 fonctionnaires (sur 281 députés, tous choisis par le FLN), aura pour fonction de satisfaire « les aspirations du peuple » par le renforcement de la production du secteur privé étayé par l'Etat et dans le cadre des sociétés mixtes franco-algériennes qui vont proliférer. En effet, l'accord général réalisé à Alger entre Chadli et Mitterrand accorde une place privilégiée à l'ancienne métropole (1) pour développer les secteurs que la débile bourgeoisie algérienne et son Etat « socialiste » ont été incapables de faire avancer : l'infrastructure portuaire, ferroviaire et routière, les industries mécaniques, l'hydraulique, l'agriculture, l'enseignement (2), le logement, la santé...

Comment cela est-il possible ?

Comment et pourquoi, vingt ans après avoir arraché l'indépendance, à l'issue d'une guerre meurtrière de

7 ans et demi, le peuple algérien se trouve-t-il exclu de la vie politique et voit-il le pouvoir « socialiste » utiliser la rente pétrolière pour développer la bourgeoisie et son APN fantôme multiplier les lois pour exploiter la classe ouvrière ?

La réponse se trouve dans le fait que, malgré le départ massif du million d'Européens qui formaient la base de l'Etat bourgeois franco-algérien dans le cadre des accords signés à Evian en mars 1962 (exécutif provisoire, gouvernement provisoire du GPRA), ce qui était à la base de ceux-ci, à savoir la dépendance à l'égard de l'impérialisme, a été préservé.

L'Etat que Ben Bella-Boumediène mettent en place, avec

l'aide de De Gaulle, c'est l'Etat bourgeois. Mais Ben Bella s'étant révélé incapable d'expulser les travailleurs des positions occupées à l'indépendance et de construire un Etat stable capable de maintenir l'ordre bourgeois, il dut céder la place à Boumediène et son Armée nationale populaire (ANP) en juin 1965.

C'est à partir de l'ANP que Boumediène est parvenu à chasser les masses de leurs positions, et à forger un nouvel appareil d'Etat, dont l'APN est l'un des rouages d'ailleurs secondaires.

C'est contre ce régime que se dresse le mouvement des masses en Algérie, qui ne cesse de se développer depuis 1972 et dont le point le

plus haut jusqu'à présent a été la grève générale de Kabylie de juin 1980.

A la veille des « élections » à l'Assemblée populaire nationale, l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), section algérienne de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », a diffusé la déclaration que nous reproduisons ci-dessous.

M. Aklouf

(1) 10 milliards de contrats ont été signés.
(2) « En milieu rural, 84 % de la population était analphabète en 1968-1969. Ce chiffre tombe en 1977 à 71 %. En milieu agricole, le chiffre sera plus élevé : 80 % d'analphabètes. » (*Algérie Actualité*, 12-18 novembre 1981).



Le président Chadli.

DECLARATION DE L'ORGANISATION SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS**Contre l'assemblée populaire nationale désignée !
Pour une Assemblée constituante souveraine !**

AUJOURD'HUI, le régime du président-colonel Chadli, le régime de l'arbitraire prépare les élections de son Assemblée populaire nationale. Il assemble ses pseudo-élections en même temps qu'il poursuit son offensive contre les masses travailleuses des villes et des campagnes, la jeunesse. C'est pour cela qu'avec le peuple algérien, ses masses laborieuses, sa jeunesse, l'Organisation socialiste des travailleurs (OST) constate et dénonce cette situation grave, intolérable pour des millions et des millions d'hommes :

- hausse vertigineuse des prix d'où augmentation énorme du coût de la vie.
- dégradation alarmante des conditions de vie et de travail.
- trois millions de jeunes de 14 à 19 ans sont dans la rue, livrés à la déchéance.
- le chômage grandit.
- la malnutrition frappe les jeunes et les masses pauvres.
- des soins au rabais, pas de transports, pas de logements, l'école se transforme en garderie.
- les droits, l'égalité, la liberté n'existent pas.
- l'arbitraire et la dictature régissent.

Alors que nous voyons l'immense majorité se débattre dans une situation catastrophique, explosent publiquement, jour après jour, les scandales, les détournements, les trafics, les vols. Ils impliquent directement les hauts dignitaires de ce régime, de cet Etat. Le moindre regard sur la gestion de ce pays révèle des trous financiers énormes. Et chaque citoyen de constater que ce régime est pourri jusqu'à la moëlle.

Austérité et misère pour l'immense majorité, richesse et luxe tapageur pour une minorité représentée par le régime militaropolicier dirigé par le colonel-président Chadli, qui en même temps est confronté à une crise profonde. Les clans et les cliques se déchirent et au moindre changement de poste ministériel ou autre mesure, c'est la déstabilisation qui menace.

Cependant, le combat des masses laborieuses du pays, la mobilisation révolutionnaire des masses populaires de Kabylie en 1980 culminant dans la grève générale, comme en 1981, le combat des lycéens, des étudiants, comme la grève générale et nationale des PTT, ont ouvert la

voie du combat pour chasser le régime de la catastrophe.

Aujourd'hui, la grève générale des ouvriers d'El Hadjar, la grève des enseignants d'Alger, comme l'immense réprobation et haine qui montent d'en bas face à la corruption qui se dégage de ce régime confirment une profonde et réelle mobilisation des masses. Aujourd'hui, tout indique que les choses mûrissent.

La mobilisation des femmes contre le projet de statut personnel a exprimé publiquement l'aspiration à la démocratie des femmes et des hommes de ce pays, la nécessité de combattre en s'organisant librement et démocratiquement. Au compte de toute la société algérienne, les femmes ont combattu, gagné et infligé une défaite à ce régime. Les masses travailleuses, en se mobilisant pour arracher leurs revendications, sont obligées de s'organiser, d'élire leurs délégués, leurs comités de grève, leurs organes indépendants.

En finir avec l'oppression, en finir avec le régime des colonels, établir la démocratie, un Etat de droit, telle est l'aspiration profonde des masses ouvrières et paysannes, des petits commerçants et artisans

des villes et des campagnes, de la jeunesse, en définitive de l'immense majorité du peuple algérien.

Aujourd'hui, ce régime de la misère et de l'arbitraire prépare les pseudo-élections de son Assemblée populaire nationale. Aujourd'hui, le colonel Chadli et son bureau politique du FLN ont désigné la future APN dont les députés ont été triés, sélectionnés, choisis. Cette APN, chambre d'enregistrement et d'amplification des discours du gouvernement ne représente que le régime du colonel Chadli : n'a-t-elle pas voté le SGT, machine de guerre contre les travailleurs, les 44 heures de travail par semaine, la suppression des allocations familiales, etc. ?

Le peuple algérien ne se reconnaît pas dans cette APN, il ne se reconnaît pas dans ces élections. Non à ces pseudo-élections ! Non à ces députés beni oui-oui ! Non à cette APN-assemblée du régime !

Avec tout le peuple travailleur, l'OST dit et combat pour :

- des élections libres.
- les libertés d'expression, d'opinion, de presse.
- les libertés de réunion, d'association, d'organisation.

— le plein exercice de toutes les libertés démocratiques.

— la révocabilité des autorités élues.

— la dissolution des corps répressifs de la police et des forces armées, de la police politique, de la sécurité militaire.

— l'abrogation de la peine capitale.

— le droit de grève.

— l'élection au suffrage universel, direct et secret d'une assemblée nationale, constituante souveraine, qui désignera un gouvernement responsable devant elle.

Parce que l'OST est pour la République ouvrière et paysanne, pour la construction d'une Internationale ouvrière, pour la reconstruction de la IV^e Internationale, elle est pour l'élection d'une assemblée constituante souveraine, d'un gouvernement responsable qui devra satisfaire les revendications des masses ouvrières, paysannes, jeunes.

**Dehors le régime de l'arbitraire !
Elections libres
d'une assemblée
constituante souveraine !
Gouvernement
responsable devant elle !**

SENEGAL, LA "DEMOCRATISATION" DE DIOUF A L'EPREUVE DES FAITS

Obstacles à la légalisation de la LCT

Depuis le 18 février, la Ligue communiste des travailleurs (LCT), section sénégalaise de la IV^e Internationale (Centre international de reconstruction), a fait face à une vaste offensive d'intimidation et de harcèlement policiers. Des responsables et des militants ont été convoqués, longuement interrogés par la police, relâchés, puis à nouveau convoqués. Des perquisitions ont eu lieu au domicile des militants placés sous surveillance constante. Le ministère de l'Intérieur, la direction de la Sûreté nationale mènent directement les opérations. Ils parlent de « sédition ».

Le gouvernement sénégalais avait proclamé solennellement que toutes les organisations qui le désiraient pouvaient obtenir un statut légal. Abdou Diouf lui-même, dans son discours d'investiture le 31 décembre 1980, s'est engagé à « garantir le pluralisme et les libertés ».

Les lycéens, confrontés aux conditions déplorables de l'enseignement et aux problèmes d'accès à l'université, ont engagé début février un vaste mouvement de grève touchant tous les établissements du Sénégal. La LCT, qui n'a jamais caché ses buts aux travailleurs, à la jeunesse des villes et des campagnes, appuie sans réserve la grève des lycéens. Et c'est précisément au moment où la procédure de légalisation de la LCT entre dans sa phase finale que les autorités ont déclenché leur offensive.

Toute la presse a présenté ce régime comme modèle de démocratie en Afrique et le départ « volontaire » de Senghor comme exemple de sagesse. Que valent donc les prétentions démocratiques du gouvernement Diouf ?

Dans quelles conditions ce régime se maintient-il et dans quelle situation mène-t-il son offensive contre la LCT ?

La crise politique du régime, nouée sur le terrain de la grève générale de mai-juin 1968 au Sénégal, a connu de nouveaux développements ces dernières années et singulièrement depuis 1979-1980, nourris par l'activité des masses dans leur mouvement de résistance aux attaques de l'impérialisme et de la bourgeoisie locale.

La crise économique mondiale, la marche à la dislocation du marché mondial frappent de plein fouet l'économie sénégalaise. La situation était telle, au début de l'année 1980, que l'Etat restait au bord de la banqueroute économique et financière. Le déficit budgétaire atteignait plus de 20 milliards CFA, la dette extérieure représentait en charge annuelle plus de 40 milliards et la dette de l'ONCAD (organisme depuis lors dissous) envers les banques dépassait 60 milliards.

Les milieux impérialistes s'alarmaient et le ministre de l'Economie et des Finances était obligé de lâcher publiquement : « Si nous n'étions pas dans l'UMOA (Union monétaire ouest-africaine), nous serions en cessation de paiement. »

Le Monde du 16 avril 1980 donnait une exacte mesure de la situation. On y lisait : « Des dizaines d'entreprises autrefois prospères s'apprentent à déposer leur bilan. »

Au dire des experts les plus avertis du gouvernement et du secteur privé, seule une aide immédiate d'une soixantaine de milliards CFA, en permettant à l'Etat de se renforcer, serait en mesure de conjurer une telle évolution. (Vers la catastrophe économique et financière, bien entendu...)

Pour sa part, Le Figaro du 15 avril de la même année notait : « Le drame est que le système a gagné un pays aussi libéral que le Sénégal où on a voulu conserver une espèce de socialisme humaniste dont l'échec n'est pas moins accablant... Le drame surtout est que les responsables parfaitement informés de leur faillite, des raisons et des moyens d'y faire face n'ont pas la force de les mettre en œuvre, ne l'osent pas. »

C'est donc dans cette situation que Senghor a fait appel au FMI et à la Banque mondiale qui ont dicté

leurs conditions : « Mesures d'assainissement », « vérité des prix », « rétablissement des grands équilibres économiques et financiers ». En clair, licenciements massifs, augmentation des prix des denrées de première nécessité, coupes dans le budget de l'éducation, etc.

Un vaste mouvement de résistance des travailleurs

La tentative d'appliquer ces plans devait déclencher un vaste mouvement de résistance des travailleurs et jeunes, menaçant d'emporter tout l'édifice gouvernemental.

Au mois de novembre 1979, les travailleurs de la BICIS se mettent en grève, élisent une « Commission autonome » face aux manœuvres des appareils « syndicaux » CNTS et UTLS. Ils obligent le gouvernement à reculer. En décembre-janvier, c'est l'explosion en Casamance, dans le sud du pays. A partir des revendications des élèves du lycée, bientôt toute la population de la région, au premier rang les mères de famille, se dresse contre le gouvernement, ses représentants locaux, gouverneur, préfet, maire.

Le 14 janvier 1980, 15 000 étudiants et élèves se rassemblent à l'Université de Dakar pour une marche de solidarité avec les lycéens de Casamance dont deux sont morts dans des affrontements avec la police. Une forte concentration de forces répressives et armées empêche la manifestation.

Ensuite, c'est aux chauffeurs de taxis, corporation qui compte des dizaines de milliers de membres à Dakar, de se mettre en grève avec élection d'un comité de grève. Ils réclament l'amélioration des conditions de travail, la cessation des tracasseries policières. Le gouvernement recule une seconde fois.

Le 21 mai, répondant comme un écho à l'explosion de Casamance, c'est au nord du pays qu'éclate le coup de tonnerre. Les ouvriers de la CSS (Compagnie sucrière du Sénégal) entrent en grève pour exiger la satisfaction de leur cahier de revendications et le départ du patron raciste Mimran. Le gouvernement affolé envoie les gendarmes auxquels les ouvriers tiennent tête pendant deux jours. Deux ouvriers seront amputés à la suite des affrontements.

« Je m'en vais avant que les murs que j'ai édifiés ne s'écroulent »

Il y a aussi le mouvement des postiers, engagés dans la voie de la construction d'un véritable syndicat indépendant en constituant le CASP (Comité pour l'amélioration du sort des postiers), ou le mouvement des enseignants qui ont tenté de se saisir du SUDES (syndicat unique et démocratique des enseignants du Sénégal), seul syndicat indépendant de l'Etat, pour arracher la satisfaction de leurs revendications.

C'est dans cette situation que le 31 décembre 1980, dans son discours de fin d'année, Senghor annonçait sa décision de passer la main. Sur les raisons de son départ « volontaire », il s'expliquait ensuite dans une interview accordée à l'hebdomadaire Jeune Afrique du même mois : « Si en vingt ans de magistrature suprême, je n'ai pas réussi à sortir l'économie sénégalaise de l'ornière, je m'en vais avant que les murs que j'ai édifiés ne s'écroulent. »

Le mouvement des masses travailleuses et jeunes des villes et des campagnes est venu à chaque fois



Le président de la République du Sénégal, Abdou Diouf.

battre en brèche les laborieuses constructions édifiées pour assurer la survie du régime. Rappelons qu'en février 1980, des élections présidentielles et législatives ont été organisées pour désamorcer le mécontentement qui se cristallisait autour du régime. Deux partis d'opposition officiels, le PDS et la fraction Majmout du PAI, ont été légalisés pour la cause et ont participé aux élections.

Senghor et son parti, l'UPS (Union progressiste sénégalaise) devenu PS (Parti socialiste), ont recueilli respectivement 32 et 31 % des suffrages. Plus de 60 % de l'électorat avait alors boycotté les élections auxquelles avaient participé le parti gouvernemental PS et les deux partis d'opposition officiels PDS et PAI-Majmout.

Tout le monde s'accordait alors, y compris le PDS et le PAI, pour dénoncer le caractère antidémocratique de ces élections. De même que tout le monde s'accordait pour dénoncer le caractère antidémocratique et « monarchique » de la succession de Senghor par Abdou Diouf, en application de l'article 35 de la Constitution, votée et modifiée par l'Assemblée nationale où ne siègerait que le parti unique gouvernemental.

Abdou Diouf, installé dans ces conditions à la tête de l'Etat sénégalais sans avoir affronté les suffrages du peuple, est aujourd'hui confronté à la même situation, avec comme objectif supplémentaire de tenir jusqu'en 1983, date des élections. L'échec de Senghor à réunir les conditions politiques pour appliquer jusqu'au bout les plans de l'impérialisme a été à l'origine de son départ. Diouf tente depuis son installation de réunir ces conditions. Pour ce faire, il a été obligé de concéder le multipartisme non limité pour desserrer l'étau du mouvement des masses.

Le prétexte saisi par le ministre de l'Intérieur

Tous les partis d'opposition aujourd'hui légalisés ont eu leurs critiques sur la nature antidémocratique et illégitime du gouvernement. Pour les masses, la seule démocratie véritable se situe sur le terrain de la satisfaction de leurs revendications sociales, démocratiques et anti-impérialistes. Ce qui est contradictoire avec l'application des plans meurtriers de l'impérialisme, le

maintien du régime antidémocratique et illégitime.

C'est ainsi que les lycéens, confrontés aux conditions déplorables de l'enseignement et aux problèmes d'accès à l'université, ont engagé un vaste mouvement de grève touchant tous les établissements du Sénégal, témoin de la profonde mobilisation de la jeunesse, qui rejoint les mouvements qui secouent le Zaïre et la Côte-d'Ivoire. Nous avons appris la semaine dernière que les marins-pêcheurs se sont engagés dans la grève.

La LCT, qui n'a jamais caché ses buts et ses méthodes au peuple travailleur et à la jeunesse des villes et des campagnes, appuie sans réserve le combat des travailleurs, la grève des lycéens.

C'est le prétexte saisi par le ministère de l'Intérieur au moment où, répétons-le, la procédure de légalisation de la LCT entre dans sa phase finale, pour déclarer : « La LCT est une organisation séditeuse. Elle est la seule organisation à se battre pour la grève des lycéens. Elle appelle au soulèvement général. Elle appelle aux milices ouvrières et paysannes. Elle appelle au démantèlement des institutions. »

La LCT soutient activement les légitimes revendications des travailleurs et de la jeunesse, elle soutient activement le combat des lycéens. Est-ce un crime dans le Sénégal d'Abdou Diouf ?

La LCT se prononce pour le respect du droit de grève, pour l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat. Est-ce séditeux dans le Sénégal d'Abdou Diouf ?

La LCT constate avec le peuple travailleur et jeune : les dernières élections générales avaient eu lieu alors que les principaux partis d'opposition étaient interdits au Sénégal et qu'Abdou Diouf, désigné par Senghor, n'a pas été élu à la présidence de la République. Elle proclame qu'il est temps de rendre la parole au peuple, elle appelle à l'élection au suffrage universel d'une Assemblée constituante souveraine.

En fait, derrière cette offensive, c'est la démocratie qui est en question. C'est de la liberté d'opinion, de la liberté d'expression, de la liberté d'organisation qu'il s'agit.

Halte à la répression contre la LCT !

Légalisation immédiate de la LCT !

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité de rédaction : Gilberto Avelino, François Forgue, Luis Favre, Humberto Campodónico, Raul Gomez, Pierre Broué.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695

Gamma : Kok (page 1 et page IV), Francolon (page 6), Maxwell (page 7), Perrin (page 12), Mattison (page 13), Apeteguy (page 16), Sygma : (page 3), Nagues (page 6), Goldberg (page 8), Pavlovsky (page 15) (page III), Damien : (page 1 et page I), C. Avril (page 14). Palach Press (page 4). DR (pages 3, 11, II, IV).

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F
	pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de

Gérard Itis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris